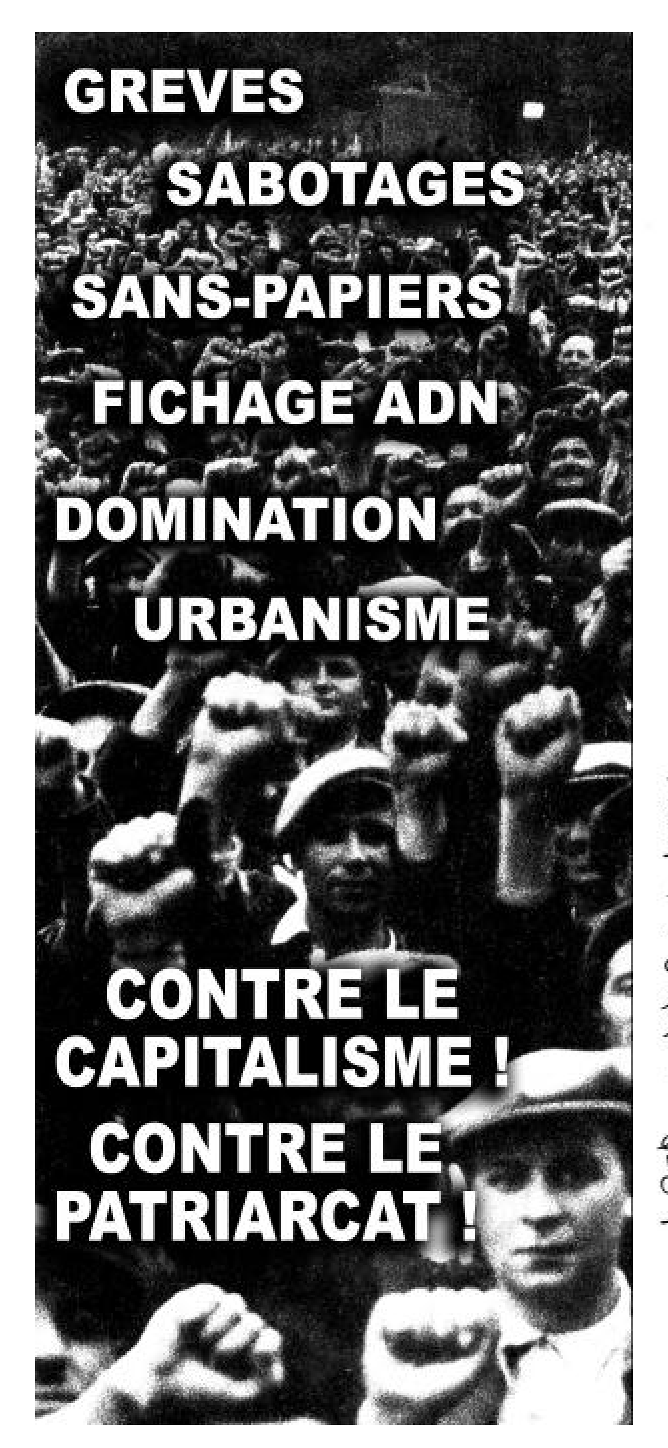


Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désesperez ~~pas~~ de rien ; c'est dans les occasions où tout est à ~~crain~~ craindre qu'il ne faut rien craindre ; c'est losqu'on est ~~en~~ environné de tous les dangers qu'il n'en faut craindre aucun ; c'est losqu'on est sans aucune ressource qu'il faut compter sur toutes ; c'est losqu'on est surpris-e qu'il faut surprendre l'ennemi-e lui-même.

Sun Tzu
l'art de la guerre

Incendo, apériodique gratuit.

INCENDO

Le journal qui brûle d'en découdre
N° 2, mai 2008

PAS DE RETRAITE !



A L'ATTAQUE !

Allumer, brûler, incendier, embraser, rendre rouge comme le feu, éclairer, donner l'éclat du feu, réduire en cendres, détruire, livrer aux ardeurs de la passion, etc.

EDITO

Mai 68 est sur toutes les bouches mais la grève générale, personne n'en parle. En effet, ce 22 mai, bien qu'il y ressemble beaucoup, n'est pas une journée de grève générale mais de « *mobilisation interprofessionnelle* » (en novlangue syndicale).

Si vous lisez ce numéro d'*Incendo* après le 22 mai, plusieurs possibilités :

★ Gouvernement et syndicats ont gagné la grève et vous l'avez perdue. Du coup, vous lisez ça dans les transports en commun en vous rendant au boulot ou aux commissions (ou entre le balai et la lessive, heureusement que les gamins sont à l'école)... En plus vous allez sans doute devoir cotiser 49 annuités pour partir en retraite à 73 ans ! Pas de chance, car avec la pénibilité croissante du travail forcé et la détérioration des services de santé, l'espérance de vie va chuter à 68 ans.

★ Sur une barricade, un camarade vous a donné ce numéro, que vous n'avez pas le temps de lire parce que vous allez attaquer la préfecture.

★ En vous rendant à l'assemblée de quartier, vous avez trouvé cette vieillerie au fond d'un carton, symbole d'un monde révolu où le patriarcat, le salariat, la valeur, l'argent, l'école et toutes les prisons existaient encore. Mais comment ont-ils fait pour supporter ça si longtemps?

★ Tu es un flic ou un maton et tu l'as pris à un-e manifestant-e. Lâche-ça tout de suite, crapule, et libère notre camarade !

Incendo est réalisé par quelques AvignonnaisEs allergiques aux partis, syndicats et autres orgas.
Pour nous contacter : Incendo c/o Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon cedex 1.
incendo(at)no-log.org

SOMMAIRE

GREVES

SANS-PAPIERS

URBANISME

CONTROLE / DOMINATION

exceptée la vôtre, sont à chier. En bref, elles peuvent être utiles sur certains points mais en général elles n'ont pas pris le bon chemin pour la révolution. Votre credo, c'est de généraliser la lutte. Vos actions mûrement réfléchies devraient être la marche à suivre pour tout le monde. L'essence même du/de la militant-e, c'est d'être organisé-e. Rien n'est laissé à la spontanéité. Vous exécrez cette dernière, car elle a toujours des effets néfastes sur la lutte et son image. Malheureusement le plus gros de vos efforts se concentre sur une de vos perpétuelles interrogations qui est de savoir la place qu'aura le logo de votre organisation sur le prochain tract unitaire. N'appartenant plus au monde de la rue, la-le banlieusard-e révolté-e incarne le nouveau sujet révolutionnaire à conscientiser.
Vous aimez les badges et les autocollants.

De 17 à 28 : *Le-la toto squateureuse anarch@.*

Le mot organisation vous file des boutons (c'est sans doute pour ça que vous mettez souvent une cagoule).Vous condamnez une multitude d'actes et d'idées, même occasionnellement les vôtres. Vous parlez souvent de choses que vous ne connaissez pas. Par exemple, vous critiquez le travail sans jamais avoir bossé. Vous êtes anti-tout et parfois, vos propos se suivent d'actions (plus ou moins réussies) sauf en ce qui concerne vos doux rêves d'émeutes et de luttes armées. Vous laissez ça aux vrai-e-s rebelles du moment : les banlieusard-e-s.
Vous aimez avoir du maalox, du citron et du sérum physiologique dans votre sac à dos, vous habiller en noir et fréquenter les infokiosks.
[Vous n'aimez d'ailleurs pas les tests et n'avez sans doute regardé que les résultats. Tricheureuse !]



28 et plus : *La-le parfait-e lecteurice d'Incendo.*

Loin de tous les stéréotypes véhiculés généralement par les tests, vous êtes un subtil mélange des trois descriptions ci-dessus. Rien à dire : on vous adore. Ne changez rien. Si tout le monde était comme vous, la révolution serait si simple, voire inutile.
Vous aimez avoir votre *Incendo* dans le sac notamment le numéro 1 avec le magnifique plan, en couleur, de la vidéosurveillance sur Avignon.



bande de vegan/veget.
☯ voter à gauche du PS.
★ faire de son parti/syndicat une organisation de masse.

13- Une poubelle, ça sert à :

★ trier ses ordures ménagères.
💣 faire une barricade.
📢 y foutre le feu.
☯ récupérer pleins de choses utiles (ou pas).

14- Dans cette liste, quel est, d'après vous, l'acte le plus révolutionnaire :

📢 écrire un journal.
☯ jeter des cocktails (sans les olives).
★ voter anticapitaliste.
💣 porter un sweat « *f*** the system* » du Goéland.

CALCUL DES POINTS :

	★	💣	☯	📢
Question 1	2	2	2,5	3
Question 2	3	2,5	2	2
Question 3	2,5	3	2	3
Question 4	2	2,5	3	2
Question 5	2	3,5	2,5	3
Question 6	2	3	4	2,5
Question 7	2	2,5	3	2
Question 8	2	3	3,5	4
Question 9	3	2	3	2,5
Question 10	3	2,5	4	2
Question 11	2,5	3	2	3,5
Question 12	3	4	2,5	2
Question 13	2	3,5	2,5	3
Question 14	2,5	2	3	4

Moins de 10 : *L'altern@ pacifiste*.



Tolérance et respect ! Vous rêvez de voyage pour secourir le tiers-monde en leur apportant la bonne parole occidentale (on aurait pu dire évangélique tellement c'est à s'y méprendre parfois). Vous êtes de tous les combats quel que soit l'endroit. Vous avez une mission : légaliser le cannabis et sauver l'humanité. Cela passera par le tri sélectif, les pétitions, le commerce équitable, manger bio et adopter un enfant d'un pays en guerre. Rêvant d'une réelle démocratie, vous ne votez pas pour, mais contre. Les médias sont selon vous un outil indispensable pour faire avancer une lutte : ils permettent de donner une crédibilité à la cause. Votre garde-robe contient toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.
Vous aimez *CQFD*, Daniel Mermet, *Courrier international*, *Le Monde diplomatique*, *Marianne*, *Politis*, *Plan B*… de toute façon vous aimez tout le monde même les gentils flics qui vous protègent des émeutier-e-s de banlieue !

De 10 à 17 : *L'encarté-e*.

Si vous n'êtes pas abonné-e au *Monde libertaire*, c'est que vous recevez *Combat syndicaliste* ou *Rouge*. Toutes les organisations,



LYCEEN-NE-S, PAYSAN-NE-S, OUVRIER-E-S,
ET TOUT UN CHACUN-E
QUE LE MOUVEMENT VIVE, QUE LE SYSTEME CREVE ! ! !

Les grèves, révoltes, manifestations, blocages, insurrections, sont souvent déclenchés par des revendications partielles, mais traduisent des envies, des rages, des colères, bien plus larges, et plus intéressantes. Il en est de même aujourd'hui, qui veut plus de profs pour fliquer les esprits ? Qui veut un bac pro mieux aménagé pour travailler plus rapidement au service de ceux qu'aujourd'hui nous combattons? Qui veut réformer ce système qui ne mérite que d'être détruit ?

Le mouvement se propage et se propagera, mais il ne fera plier que s'il se radicalise et devient autonome (sans être encadré par les petits chefs de l'UNL et du PS). Cela n'est possible qu'à partir du moment où chacun de nous prend conscience que nous ne luttons pas contre quelques réformes, contre quelques gouvernements, ou contre quelques personnalités politiques mais contre l'école, le travail salarié, le patriarcat, etc., donc contre un système dans toute ses logiques et illogismes, dans toutes sa globalité.



C'est pour cela qu'aujourd'hui il n'y aura peut-être pas que des lycéens dans le cortège, mais aussi des étudiant-E-s, ouvrier-E-s, paysan-NE-s, chômeur-SE-s, et futurs individu-E-s libres ; peut-être pas que des manifestants marchant au pas des syndicats, flics et services d'ordre, mais des manifestants s'exprimant dans des formes d'action différentes et non conventionnelles…
Il y a aujourd'hui comme depuis un bon moment partout en France des entreprises et usines en grèves, des paysan-NE-s exproprié-E-s et sans terres, et des individu-E-s révolté-E-s. Des mouvements de grèves et de révoltes éclatent tous les jours (par exemple dans le coin les usines Coca-cola à Marseille, Saint-Gaubain à Orange, Kerry à Apt, la poudrerie à Sorgues, etc.) mais malheureusement aucun secteur ne s'accorde pour faire grève en même temps et se rejoindre dans la lutte, faute de rencontre. Les bureaucrates syndicaux n'ont bien évidemment aucun intérêt à ce qu'une grève générale éclate ; ils ont pourtant été obligés, pour s'opposer à la réforme des retraites, d'appeler le public et le privé à une journée de grève le 22 mai… Et Mai 68 a commencé par une journée de grève générale qui finalement a duré plus d'un mois !

Donc n'oublions pas, autant lycéen-NE-s en grèves, qu'ouvrier-E-s, que paysan-NE-s ou que revolté-E-s que tout ces mouvements de grèves et de révoltes peuvent ne faire qu'un. Et pourquoi pas au sein du mouvement dit « lycéen-NE-s », qui dure mais qui ne faiblit pas… ?

QUE CHAQUE JOUR SOIT UN JOUR DE REVOLTE,
ET DE LIBERTE TOTALE !

VIVE LA GREVE, LE BLOCAGE, L'INSURRECTION !

QUE VIVENT L'ACTION ET L'IMAGINATION !

Tract signé par « Les Enfants de Pas Sages », trouvé lors de la manif lycéenne du mardi 6 mai à Avignon.

1968… 2008 ?
QUE VEULENT LES LYCEENS ?

« *Vous faites partie des corps enseignants : vous roulez dans la bonne ornière.* »
Rimbaud

Les lycéens condamnent un système d'éducation sclérosé et répressif contrôlé par les forces conservatrices d'une administration […] et d'un corps professoral le plus souvent réactionnaire et intégré à la société bourgeoise.
Les lycéens refusent de devenir la main-d'œuvre docile et déqualifiée et surexploitée qu'on leur promet d'être au travers des réformes mises en place par le pouvoir.
Les lycéens refusent d'avaler la prétendue « Culture » […] commercialisée qu'on leur fait consommer dans des cours et des manuels archaïques et aseptisés.
Les lycéens refusent les formes traditionnelles de la discipline et de l'ordre qui les enserrent dans un réseau de contraintes et de répression et leur fait subir les « joies » de l'école caserne.

Contre l'orientation scolaire ; contre toute forme de sélection ; contre le contrôle para-policier des connaissances ; contre le retour à des méthodes d'enseignement répressives et autoritaires ; contre la répression des lycéens et lycéennes ; pour le droit de libre expression et de libre information à l'intérieur des lycées ; pour le droit de contrôle et de critique sur toutes les décisions administratives, scolaires et disciplinaires qui intéressent notre avenir ; pour le droit à l'information sexuelle et à la libre contraception sans limite d'âge.

Que demande notre société ? De quoi le système actuel a-t-il besoin ? d'êtres soumis et productifs, d'êtres capables de produire et de consommer sans réfléchir à ce qu'ils produisent ni à ce qu'ils consomment : d'individus donc qui, shématiquement, ne doivent surtout pas chercher à choisir, à penser librement, à s'exprimer, mais doivent se soumettre aux « besoins » de l'économie, doivent se transformer en objets financièrement rentables, c'est-à-dire d'individus biologiquement anormaux



7-A propos de vos relations intimes :

📢 votre moitié-e est tout pour vous et s'occupe de vous faire à manger le soir ou monter vos étagères le week-end (selon son sexe).
☯ vous faites beaucoup de sexe et consommez des corps à outrance. C'est ça l'amour libre non ?
★ vous avez un-e chouchounet-te avec qui vous comptez partir en Inde cette été.
💣 il n'y a pas de règle, à part celle d'écouter ses désirs, le premier étant d'éviter de blesser quiconque (ni vous ni les autres).





8-En général, vous écoutez :

💣 Tiken Jah Fakoly.
☯ l'indispensable dernier album des Bimbo Killers.
📢 Dalida ou ce qui passe sur Nostalgie.
★ pas de cd, juste les concerts à prix libre ou gratuits.

9-Vous vous déplacez :

★ avec vos multiples vélos que vous vous faites voler régulièrement.
💣 vous galérez souvent sur les aires d'autoroute en tendant le pouce.
📢 avec votre voiture qui pue, qui tue et qui pollue.
☯ pour aller où ? C'est la même merde partout !

10-Vous êtes salarié-e-s, lors d'un conflit avec la direction :

💣 vous suivez bêtement les directives du/de la permanent-e syndical-e sans broncher.
☯ vous vous organisez pour saboter les outils de production/domination.
★ Chouette ! Si une grève se prépare ce sera un bon moyen de construire autre chose avec vos camarades.
📢 Oui à une grève éclair, mais non au blocage. Vous risqueriez de perdre toute crédibilité face à votre patron-ne et aux politiques locaux.

11-Vous êtes sans-emploi, lors d'un blocage dans une usine près de chez vous :

☯ Enfin ça bouge ! Je vais allez filer un coup de main aux camarades du syndicat.
★ Rien à battre ! Ce ne sont que des luttes corporatistes qui ne mènent qu'à une amélioration de leurs conditions d'esclavage.
📢 Cooool ! Enfin la révolution. Puis ça vous permettra de découvrir le monde ouvrier et vous mêler enfin à cette classe que vous défendez becs et ongles depuis vos années de fac mais qui reste un peu un mystère.
💣 Ce n'est qu'un début ! Avec un peu de chance ça suivra ailleurs. Quoiqu'il en soit, ce sera l'occaz de créer des situations et de faire des rencontres intéressantes.

12-Quel est d'après vous l'acte le plus vain parmi ceux énumérés ci-dessous :

📢 draguer une féministe.
💣 proposer un bonbon gélatineux à une

TEST : quel-le militant-e êtes-vous ?

Vous voulez changer le monde mais il y a une multitude de façons de s'y prendre. Cela vous amène souvent à douter… Ce test vous aidera à mieux vous connaître et à répondre aux moultes questions qui vous trottent dans le crâne tous ces soirs où vous rêvez de révolution.

1-Dans une manif :

★?vous savez repérer et éviter les bleus en civil.
💣 vous soupçonnez toute personne qui vous regarde d'être un flic.
📢 vous connaissez les RG et leur serez la paluche.
☯ Quoi ? Des flics dans une manif ? Mais il n'y a pas que des manifestant-e-s ?

2-A propos de la prise de parole dans une réunion, selon vous :

💣 un tour de parole est indispensable.
📢 ça dépend du cadre et des gens (nombre, timidité, sujet de discussion…). Il faut s'adapter en fonction du groupe. Vous faites attention au travail de la conversation.
★ il faut laisser libre cours à la spontanéité.
☯ un bâton de parole est la meilleure solution et vous remuez les mains quand vous êtes d'accord.

3-Vous mangez :

☯ de la merde de chez lidl, carouf ou monop selon votre portefeuille.
★ des produits bios de petits producteurs locaux.
📢 pas de viande, ni de poisson, ni de lait, etc.
💣 ce que vous chourez ou récupérez.

4-Vous préférez vivre :

💣 dans une ville qui « bouge ».
☯ dans un squat (peu importe où, ça dépend des gens qui y vivent).
📢 à la campagne avec des chèvres.
★ là où vous avez envie de faire des choses.

5-Assis-e à votre bureau, vous regardez en face et voyez :

💣 le planning de la semaine qui va, une fois de plus, être dur a faire avaler a vos subordonné-e-s mais c'est bon, vous commencez a maîtriser la technique.
★ ce putain de planning de la semaine qui va vous faire faire des heures sup' encore une fois. Cette fois-ci, ça passe le chef vous a dit que vous auriez sûrement une prime si l'équipe y arrive.
📢 le planning des cours de la semaine… cool vous avez du temps libre ces temps-ci. Profitez en…
☯ la tronche de votre conseiller-e ANPE/ assistant-e social-e RMI/autres chien-ne-s de gardes du capital et là, vous vous dites que c'est pas encore gagné mais ça va le faire, vous commencez à maîtriser la technique.

6-Votre livre de chevet, c'est :

☯ l'œuvre d'un dialecticien : Marx ou Bakounine selon.
★ *La Société du spectacle* de Debord.
💣 *Hommage à la Catalogne* de Orwell.
📢 l'Almanach de Nicolas le jardinier.

car continuellement frustrés et devant compenser leur frustration par une augmentation plus vertigineuse de leurs capacités de production et de consommation. L'enseignement actuel tend à empêcher systématiquement l'élève de s'exprimer.

Les lycéens ne peuvent se confiner à une critique quotidienne, ne peuvent se borner à des revendications immédiates, sous peine de se faire intégrer, sous peine d'asphyxie, car la meilleure arme dont dispose le pouvoir pour empêcher le développement et la radicalisation d'un mouvement est la satisfaction des revendications « intégrales ». Toutes nos revendications, toute critique partielle doivent s'accompagner d'une contestation globale. L'Etat bourgeois, s'il peut faire des concessions, ne peut pas tolérer que les lycéens le remettent en cause.

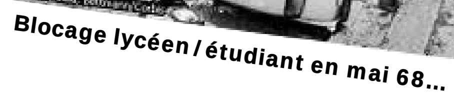
La crise lycéenne n'est que l'expression particulière de la crise générale de la société actuelle dominée par l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il nous faudra bientôt construire de nouvelles barricades : cela signifie que face à un ordre social finissant, soucieux de revenir au statu quo, nous opposerons sans cesse les actions de masse de type extra-parlementaire.
Vers de nouvelles barricades…

CAL, Comité d'Action Lycéen

Ce texte a été réalisé à partir de tracts écrits en Mai 68 par des lycéens qui occupaient leurs établissements et s'organisaient au sein de CAL.




Blocage lycéen/étudiant en mai 68...



Tract trouvé lors de la manif lycéenne du mardi 6 mai à Avignon.

GREVE AU CARROUF DE MARSEILLE

« J'espère de ça que les gens ils vont se réveiller, ils vont se dire que oui c'est dur mais c'est possible de lutter, de se battre, d'aller jusqu'au bout et que l'union fait la force… »

Une caissière gréviste[1]

Comme des milliers de travailleurEs de la grande distribution[2], les salariéEs de Carrefour Grand littoral de Marseille (quartiers nord) font grève vendredi 1er février avec des revendications multiples : hausses de salaires, meilleures conditions de travail, respect du repos dominical, etc. Mais, refusant de s'en tenir à une grève de témoignage de 24 heures comme les y invitaient les syndicats (CFDT, CGT, FO), ils/elles décident en assemblée générale (AG) de continuer la grève et du coup « *les délégués syndicaux se sont sentis obligés de suivre* » [3].



Comme dans beaucoup de boites de ce type la préoccupation première est celle des salaires, pour la plupart inférieurs à 1 000 € : 700 € net pour une caissière à temps partiel imposé, et 950 € à temps complet avec 12 ans d'ancienneté[4] ! Le personnel de Carrefour Grand-Littoral veut que ses conditions de travail et ses salaires rejoignent ceux, plus avantageux, des autres magasins Carrefour. La direction, quant à elle, invoque le fait que ce magasin était, il y a quelques années, un magasin Continent, pour leur imposer des conditions inférieures. Dans ce secteur où l'exploitation est intense, les revendications ne manquent pas et celles avancées par les grévistes n'ont rien de bien révolutionnaire (et sentent bon l'influence de très sérieux syndicalistes) :

- Une augmentation du ticket restaurant de 3,05 à 4,50 €.
- Une prime de 250 € (vus les bénéfices de 150 millions d'euros annoncés par le magasin, vient cette idée saugrenue qu'on pourrait bien gagner plus sans avoir à marner encore davantage).
- Une augmentation du nombre d'heures de travail pour les salariéEs a temps partiel qui le désirent (contre le temps partiel imposé).
- La fermeture du magasin en hiver à 21 h (au lieu de 22 h 15).

Le bras de fer entre les salariéEs et l'un des plus puissants groupes du CAC 40 va durer deux semaines. Jusqu'à 450 des 571 salariéEs sont en grève (ne restent principalement que des cadres, des CDD et des intérimaires). Jour et nuit, ils/elles se relaient

sives et sur les morts plus que suspectes de prisonnier-e-s, des récits de répression policière en banlieue, de procès à la va-vite, mais aussi de luttes contre l'arbitraire dans et hors les murs, et tant d'autres raisons de brûler toutes ces taules.

L'Envolée, 43, rue de Stalingrad, 93000 Montreuil. Numéros consultables sur le site http://lejournalenvolee.free.fr

La Cavale. N° 11, janvier 2008.
Cette publication anarchiste belge de « *correspondance de lutte contre la prison* » relaye l'info sur les luttes anti-carcérales en particulier à l'intérieur des taules. On y trouvera témoignages et publications de lettres de compagnons en lutte incarcérés dans différents pays (Belgique, Portugal, France, Allemagne, Italie, Grèce, Espagne). Au sommaire, des brèves et des articles sur les nombreuses mutineries de taulards, et quelques articles plus théoriques, dont un sur le concept de « *solidarité révolutionnaire* » présenté entre autres comme le « *prolongement de la pratique sociale insurrectionnelle que l'on mène déjà au sein du conflit de classes* ». C'est très bien mais, quand même, c'est bourré de fautes d'orthographe !

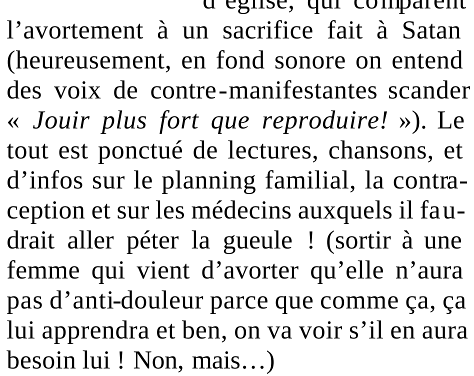
ABC, BP 67, 2018 Anvers (et contre tout), Belgique. abc.antwerpen(at)gmail.com

Nina et ses idées noires. N°5.
Un zine incisif où se mêlent d'innombrables chroniques de périodiques et de zik (punk et rap subversif sont à l'honneur), et quelques interviews (dont une relativement dense autour d'APE Singe des rues). Dispersés au fil des pages, on y trouve plein de coups de gueule pas piqués des vers. On a pas vu/lu les premiers opus, mais on est presséEs de voir le prochain.

nomoretrouble(at)no-log.org

Emission de radio :
« LE COMPLOT DES CAGOLES »

Cette émission est diffusée sur Radio Galère, une radio marseillaise que l'on peut choper sur 88.4 FM. Créée et animée en non mixité par le « Collectif des pétroleuses », elle apporte une parole féministe sur divers thèmes tous les premiers mercredi du mois de 20 h à 22 h. La dernière émission, qui traite de l'avortement, est en ce moment à l'écoute sur le site de Radio Galère.
On y trouve des témoignages de femmes qui ont lutté dans les années 70 pour que l'avortement ne soit plus considéré comme un crime, ou qui luttent aujourd'hui pour conserver ce droit des femmes à disposer de leur corps. Quand elles descendent dans la rue pour des « *micro-connards* », elles y recueillent des discours affligeant. Par exemple, lors d'une manif pro-vie, des hommes d'église, qui comparent l'avortement à un sacrifice fait à Satan (heureusement, en fond sonore on entend des voix de contre-manifestantes scander « *Jouir plus fort que reproduire!* »). Le tout est ponctué de lectures, chansons, et d'infos sur le planning familial, la contraception et sur les médecins auxquels il faudrait aller péter la gueule ! (sortir à une femme qui vient d'avorter qu'elle n'aura pas d'anti-douleur parce que comme ça, ça lui apprendra et ben, on va voir s'il en aura besoin lui ! Non, mais…)



Complotdescagoles(at)gmail.com
http://radio.galere.free.fr





REVUE DES REVUES

Cette semaine. N° 95, printemps 2008.
Nouvelle livraison de cette classique revue de subversion carabinée. Un épais sommaire de résistances à l'ordre établi : répression et solidarité en France, sans-papiers et CRA, sabotages à la SNCF, restructuration urbaine, squats, désordres divers, prison, etc. Avec aussi beaucoup d'articles sur la guerre sociale en Italie, mais aussi en Grèce, Belgique et Uruguay.

BP 275, 54005 Nancy cedex http://cettesemaine.free.fr

L'Encre noire. N° 0, mars 2008.
Un « *journal libertaire de Caen et plus si affinités…* ». Pas mal d'infos parsèment ses pages que ce soit au niveau local, national (notamment un article sur la dite vague de *dangereux-euses autonomes*) ou international (un gang de femmes indiennes en saris roses qui n'a rien à voir avec le pink block !). Vous trouverez aussi un dossier sur le mouvement anti-LRU dans la cité normande, une analyse historique sur les anarchistes en mai 68 et encore bien des choses. En attendant impatiemment un deuxième numéro...

Apache 35 bd Poincaré 14000 Caen ou sur : http://www.anartoka.com/encre_noire

Outrage. N°1, avril 2008.
On l'attendait depuis longtemps ce petit journal lyonnais, et pour un premier volet, on est pas déçuE ! Au menu : témoignages de grévistes du Carrouf Grand Littoral (comme on voudrait en lire plus souvent), retour sur les mouvements étudiants et lycéens, état des lieux à Meyzieu (69) et résistance contre les EPM, le collectif *Témoin* et sa caisse de solidarité contre la répression policière (« *face à la police la solidarité est une arme* »). Sans oublier en page centrale une très utile carte des caméras de Lyon centre (ah ! les copieur-pieuse-s !), des mots croisés, une fiche technique, un agenda et une super mise en page. C'est intéressant, gratuit et incendiaire.

outrage(at)riseup.net

Bulletin de contre-info en Cévennes. N° 2, avril 2008.
Son nom donne déjà une bonne idée du contenu qui évoque diverses luttes et résistances (squat, tourisme comme industrie de masse, marquage électronique des brebis, etc.). « *Insensibles au consensus ambiant, à la frénésie démocratique, nos bulletins restent des pavés dans les vitrines du vieux monde, et nos mains couleur de terre creusent les sillons de notre autonomie* ».

Contact : contreinfo7(at)yahoo.fr, dispo en PDF sur http://www.lapicharlerie.internetdown.org

Echanges. N° 124, printemps 2008.
Un nouveau n° toujours aussi dense et informatif de cette revue qui analyse sans dogmatisme la lutte des classes aujourd'hui et les mécanismes du capital. Au sommaire : les troubles de la misère sociale dans le monde (émeutes de la faim, grèves) ; la hausse des prix des matières premières ; les transports et la production à flux tendu ; les grèves pour la revalorisation des salaires en Europe ; le rôle de l'UE dans l'évolution des règles nationales (Code du travail) ; etc.

BP 241, 75866 Paris Cedex 18. http://www.mondialisme.org

L'Envolée. N° 22, février 2008.
En ces temps de répression tous azimuts et d'enfermement à tire-larigot, *L'Envolée* se dresse contre le système carcéral et la société qui le génère. Loin des propos d'humanistes et sociologues défendant l'idée d'un « *enfermement à visage humain* », se font entendre dans ce canard les voix de gens qui, à l'intérieur comme à l'extérieur des taules, se battent contre toutes les prisons. Prisons pour enfants, prisons pour étrangers, prisons-hôpitaux, prisons à la maison avec le bracelet électronique, telles sont les innovations de l'Etat que *L'Envolée* dissèque dans son dernier numéro, les montrant telles qu'elles sont : autant d'enfermements quotidiens inacceptables.
Dans ce numéro, on trouvera, à travers témoignages et analyses, un dossier sur la perpète et la lutte pour son abolition de condamné-e-s italien-ne-s, des retours sur les dernières lois répres-

devant le feu de palettes du piquet de grève et les amoncellements de chariots pour bloquer l'accès au parking et l'arrivée des camions de livraison. Par deux fois c'est même la galerie marchande qui est bloquée. Les grévistes décident de la poursuite du mouvement tous les soirs en AG. La direction est obligée à plusieurs reprises de fermer le magasin où les rayons ont tendance à se vider et les clients à se raréfier… plusieurs millions d'euros de perte !

Après l'assignation en référé des bloqueurEs, la direction se décide à quelques propositions, notamment... des bons d'achats.
On ne sait si le patron reçoit une aide financière de sa maison-mère ou du MEDEF, mais les grévistes reçoivent eux pas mal de soutien de syndicats et de travailleurs (les politiques sont aussi très présent en cette période) : les Sud PTT en congrès qui viennent avec l'argent d'une collecte, des comités d'entreprises (dont celui d'Air France qui file de la bouffe), des pêcheurs qui offrent du poisson frais, des dockers, des marins, des salariés d'autres Carrefour, des clients, des associations de quartier qui appellent au boycott… de quoi alimenter la caisse de grève qui s'est constituée.

Le 13 février, au niveau national, les confédérations CFTC, CGC et FO signent un accord de branche sur les salaires dans la grande distribution qui fixe *« une grille de salaires minima conventionnels de la branche »* comprenant un temps de pause « *rémunéré à 5 % de la rémunération du temps de travail effectif, en plus de celui-ci* » et un « *salaire brut de départ de 1 344 € par mois* », pauses comprises (un accord signé après cinq années de blocage des négociations salariales)… mais les grévistes de Marseille poursuivent la lutte ! Un bien mauvais exemple pour leurs petits camara-

> « *Il ne faut pas être naïfs. Quand un mouvement s'essouffle, ceux qui luttent laissent aux syndicats le soin de négocier la sortie de la crise. Alors, les représentants représentent bien quelque chose : ils me représentent non pas tel que je suis dans la lutte, c'est-à-dire au moment où je relève la tête et où j'ai l'occasion de reconquérir les moyens de peser sur ma vie et mon destin, mais ils me représentent au moment où j'abandonne le combat. Ils représentent le retour à la normale, le retour à la passivité ordinaire de la vie. Et ceux-là mêmes avec qui ils négocient représentent bien quelque chose également, et d'une certaine manière c'est aussi une partie de moi, le moi aliéné, le moi inséré dans le monde capitaliste comme un de ses rouages affectés à sa valorisation infinie et insensée.* »
>
> Léon de Mattis, *Mort à la démocratie*, Paris, L'Altiplano, 2007, p.70-71.

des autres magasins, pour les travailleurs en général qui pourraient bien être tentés d'en faire autant… eh oui, pas de thunes, des crédits, des gosses à nourrir, un loyer et pourtant 15 jours de grèves… une volonté et un courage auxquels il est plus prudent de mettre un terme :

Le vendredi 18 février, FO (qui s'est sans doute fait tirer l'oreille par sa confédération) appelle à la reprise. Le soir, se sont les CRS qui interviennent violemment (pléonasme) pour débloquer les entrées du magasin, et permettre son réapprovisionnement. Les tonfas envoient une gréviste enceinte à l'hôpital bien plus tôt qu'elle ne le pensait. Alors que jusque-là les syndicats avaient toujours refusé d'appeler les salariés des autres Carrefour à la grève, la CGT finit par le faire ; c'est sans doute un peu tard mais cela donne un air de radicalité qui n'est pas négligeable[5]. Des arrêts de travail en solidarité ont bien lieu le samedi dans

plusieurs autres magasins Carrefour mais oui, il est un peu tard.

La CFDT (majoritaire parmi le personnel du magasin) appelle dès le lendemain à la reprise du travail pour une sortie de crise « *dans de bonnes conditions* ». Le délégué syndical a en effet signé avec la direction (et sans l'accord de l'AG) un accord qui est très loin de satisfaire les revendications minimales des grévistes :

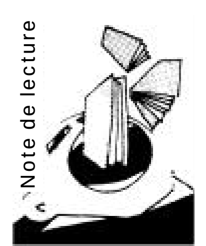
- Une augmentation du ticket restaurant de 0,45 euros (soit 9 € par mois).
- Aucune prime.
- Une augmentation de 3 h pour les contrats à temps partiel de moins de 24 h par semaine, et de seulement 2 h pour les contrats de plus de 24h.
- Une contribution de 80 000 € de la direction aux œuvres sociales du comité d'établissement (que gère la CFDT).
- Aucun paiement des journées de grève (les retenues de salaire seront juste échelonnées).
- Fermeture du magasin en hiver à 21 h 30.

A noter que l'augmentation du ticket restaurant n'aura lieu qu'à condition que le taux de démarque (pertes liées au vol ou à la casse) passe de 2,6 % actuellement à 2,4 % ! Bref que tout le monde fasse le sale boulot de vigile[6] !
On comprend que « *le cacique de la section CFDT* » soit qualifié de « *magouilleur* »[7]. La CGT a refusé de signer l'accord (à quoi bon se salir les mains à son tour) mais a tout de même appelé, selon la vieille rengaine, à reprendre le travail « *pour éviter la division du personnel* ».

Les caissières[8] du Grand littoral n'ont pas gagné grand-chose, certaines disent qu'elles sont « *rentrées pour rien* »[9]. Mais il ne semble pas pour autant qu'elles soient démoralisées, elles gardent la gniak, elles sont fières « *d'avoir tenu bon* », « *de ce qu'elles ont fait, malgré les problèmes d'argent* »[10], des liens et de l'amitié qui se sont créés dans la lutte, lorsque le quotidien est perturbé, lorsqu'*on* le perturbe[11]. Après il y aura toujours des connards pour dire qu'il n'y a plus que les fonctionnaires qui peuvent se permettre de faire grève, et encore… mais chaque jour y'a des grévistes qui leur crachent à la gueule et c'est tant-mieux !

Céline

[1] Cf. « Travailler moins pour gagner plus », témoignages de caissières grévistes dans *Outrage*, n°1, avril 2008.
[2] 650 000 salariés en France.
[3] Djamila Fadhla, déléguée CFDT interviewée dans *Le Combat syndicaliste*, n° 326, mars 2008.
[4] « *Quand vous gagnez 950 € par mois et que vous sortez déjà 450 € de loyer, je parle que du loyer hein, je parle pas d'EDF, des assurances voitures parce que quand vous finissez la nuit y a plus de bus, alors il vous faut une voiture… à la fin qu'est-ce qu'il vous reste pour manger ? Bah rien.* », cf. *Outrage, op. cit.*
[5] Une organisation syndicale responsable préfère contenir la colère des travailleurs par des journées d'action dispersées, secteur par secteur. « *Ils venaient avec leurs banderoles un coup la CGT, un coup la CFDT, avec les badges, la casquette… mais on fait la grève pour les employées, pas pour le syndicat alors finir déguisées avec l'étiquette là et là… Pour savoir qu'on est pas assez payées on pas besoin d'étiquette.* » Cf. *Outrage*.
[6] Le Carrefour de Port-de-Bouc fonctionne de la sorte : à la fin du mois les chefs balancent tout ce qu'ils peuvent dans les bennes pour éviter l'augmentation du ticket (et puis l'assurance rembourse). Cf. « La Belle grève des caissières », *CQFD*, n° 54, mars 2008, p. 16.
[7] *Ibid.*
[8] EmployéEs-rayons et employéEs de caisse étaient tous en grève mais les caissières étaient les plus nombreuses.
[9] Cf. *Outrage, op. cit.*
[10] Cf. *CQFD, op. cit.*
[11] A noter que l'émission de radio féministe marseillaise « Le Complot des cagoles » a réalisé une interview de caissières grévistes de Carrouf qui est paraît-il fort intéressante. Elle devrait sans doute pouvoir être bientôt écoutée sur le site de la radio : http://radio.galere.free.fr



SUR L'ULTRA-GAUCHE : L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

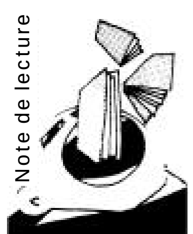
Le compte-rendu du quatrième épisode du cycle de conférences organisées par l'Infokiosk d'Avignon avec Roland Simon. Le sujet ? L'Internationale situationniste (IS). Les situs ont formé un mouvement phare de l'histoire des luttes et théories révolutionnaires, mais bien souvent vulgarisé, galvaudé et éclipsé par les pro-situs*. Résultat : ils sont souvent évoqués, mais *on* ne sait pas toujours de quoi *on* parle. Lors de cette rencontre, Roland Simon a décortiqué et analysé à travers une grille de lecture matérialiste les positions et théories qui ont rendu les situs pertinents à un moment donné. Cela en cohérence avec sa théorie de l'abolition des classes**. Suite à l'impasse théorique de l'Ultra-Gauche par rapport au sujet révolutionnaire et à la dialectique marxienne, les situs ont trouvé une façon novatrice de penser la façon dont pourrait advenir un monde meilleur (la révolution quoi). Grosso modo, le problème de l'Ultra-Gauche est le suivant : le prolétariat comme classe comprise dans le monde capitaliste doit s'affirmer, mais pas comme il existe dans la société pré-révolutionnaire. En abolissant les classes, il doit donc se *révéler* tout en se détruisant. Ce qui, il faut l'admettre, n'est pas évident. C'est en définissant *l'être* du prolétariat *comme négation* que l'IS dépoussière les théories révolutionnaires antérieures, les dépasse ou du moins croit les dépasser. Je ne peux pas résumer cela sans courir le risque de déformer outrageusement leurs pensées (celles des situs et celle de Roland Simon), je ne le ferai donc pas : 1/ je n'aime ni le risque, ni l'outrage*** 2/ vous n'avez qu'à lire la brochure.

Si vous suivez mon conseil, vous découvrirez : une exposition des notions et questionnements qui ont généré l'IS ; un panorama des mouvements et publications à son origine ; une explication du fondement théorique de pratiques comme la dérive et le détournement ; une présentation des différents bords [*deux bord*s] : la tendance artistique et la tendance politique ; l'évolution des théories, impasses et autres apories résolues ou pas (l'abolition du *spectacle*, de l'art, du travail) ; la question de la construction des situations et les problèmes qu'elle soulève (*Comment ? Quand ? Les préparer ou pas ? Dialectiquera ou dialectiquera pas ? Lupemprol, auras-tu le temps de monter une barricade pendant les soldes ?*) ; leur vision des conseils ouvriers et la *réalité* des conseils ; la place de l'IS dans ce fameux et joyeux mois de mai de la fin des années 60 ; une chronologie et une bibliographie. Vous l'aurez compris : c'est dense. Et c'est passionnant ! Je préviens tout de même la/le lecteurice que cette brochure est ardue et qu'une certaine connaissance des théories marxistes et hégéliennes est utile pour saisir toute la finesse des analyses de Roland Simon. Avis aux amateurices de gymnastique neuronale !

Dr Jekill

* Tendance « *plus radical-e que moi, tu meurs* », etc.
** Qu'il développe notamment dans la revue *Théorie Communiste*. Roland Simon BP 17, 84300 Les Vignères. http://www. theoriecommuniste.org
*** Croyez-moi ou pas.

Sur l'Ultra-Gauche, brochure n° 4 : L'Internationale situationniste.
Disponible à prix libre à l'adresse de l'Infokiosk d'Avignon :
Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon (pensez aux frais de port). nontraces(at)no-log.org



COMPILE CLASSE… CONTRE CLASSE
en soutien aux incendiaires engeolé-e-s

Il y a un peu plus d'un an, la mascarade de campagne présidentielle battait son plein. En souvenir de 2002, ah le bon prétexte, il fallait absolument aller voter contre le pire, contre Sarko. Pourtant, un peu partout en France, avant ou entre les deux tours, « *des vitrines de permanences électorales* [de tous bords] *volent en éclats, d'autres s'enflamment, des voitures crament, des bureaux de vote et des relais télé sont sabotés…* ». Ce n'étaient pas un parti ou un candidat qui étaient visés, mais bien le système électoral dans son ensemble, la démocratie elle-même. A Avignon, Montpellier, Villeurbanne, Millau et Paris, plusieurs personnes ont été arrêtées, incarcérées, jugées lourdement, d'autres sont toujours en attente de leur procès. La réaction ne s'est pas faite attendre avec un peu partout des initiatives de soutien financier (frais de cantine, d'avocat, etc.), « *moral et politique* », dont cette compile.
Au programme, musique et lecture sur un même thème : « *Mort à la Démocratie* ! ». Un recueil de textes qui comprend dans une première partie un rappel des faits et divers articles et tracts écrits à ce moment-là. Et dans une deuxième, des textes plus théoriques contre la démocratie : certains (plutôt anarchistes) dénoncent le fonctionnement parlementaire et les élections (mascarade, tromperie, etc.) et d'autres (plus marxistes) qui analysent le rôle de la démocratie (« *un des modes possibles de gestion politique au service du capital et de la classe dominante* »), ses liens avec le fascisme, etc.
Au niveau musique, c'est trop cool, en soirée elle fait un tabac, mieux qu'un DJ employé pour vos mariages et bar-mitsva, le dance floor va s'enflammer sur du punk, rock, hiphop, électro… En plus, ya 1 h 30 de musique de folie avec notamment René Binamé, la Fraction, Kochise, Skalpel, les Bimbo Killers, etc. Autre point positif, quand on remue les fesses sur la musique on n'a pas l'air con, parce qu'on chante des textes qui déchirent (contre la démocratie et la prison).
De plus, les fans du « bel objet » ne devraient pas être déçus par la précieuse facture écarlate de la chose… Enfin, vous aurez l'air intelligent dans certaines soirées mondaines en récitant quelques fines phrases de Léon de Mattis, Gilles Dauvé ou Anonyme…

Brochure de 40 pages et CD 25 titres, 5 € en soutien. On peut notamment la commander en écrivant à : APCP, BP 30312, 84021 Avignon cedex. Pour toutes autres infos : csie(at)boum.org



GREVES ET SABOTAGES :
Le retour de Mam'zelle Cisaille !

Durant la grève des cheminots de novembre dernier, le sabotage a refait son apparition en tant que méthode de lutte[1], et les médias ont bien été obligés de le signaler. Le sabotage (« *Mam'zelle Cisaille* » comme on disait au début du XXe siècle) n'a pourtant rien d'exceptionnel lorsqu'on le replace dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il a de tout temps été une des armes des travailleurs que cela soit dans la résistance quotidienne à l'exploitation ou lors de luttes. Cette pratique avait-elle été quelque peu oubliée par les cheminots ? Etait-elle cantonnée à une utilisation très locale et donc ignorée des médias ?
On peut toutefois percevoir cette réapparition comme significative de certaines évolutions :
* Evolution des luttes qui, sous des formes classiques, n'aboutissent pas. Des syndicats aujourd'hui bien trop ouvertement intégrés au système et desquels on attend plus grand-chose si ce n'est la négociation de redditions successives (et de plus en plus précoces). Le cadre légal de la grève qui tend à se restreindre.
* Evolution technique avec la multiplication des Lignes à grande vitesse (LGV) sur lesquelles se concentrent des flux de passagers de plus en plus importants. Des actes de sabotages sur ce type de lignes, très performantes mais aussi très fragiles, entraînent immédiatement une paralysie d'une large partie du réseau et des pertes de thunes incroyables.
Le mode de production capitaliste se transforme, les conditions et donc les formes de la lutte de classes évoluent, de nouvelles pratiques apparaissent, d'autres, oubliées, refont surface.



Le 15 novembre, deuxième jour de grève, la direction de la SNCF fait publiquement état de divers actes de sabotage (blocages d'aiguillages par des cailloux) survenus à Lille, Metz et Sète. Dans la nuit du 20 au 21 novembre (veille de l'ouverture de négociations entre gouvernement et syndicats) se sont quatre LGV qui sont paralysées par l'incendie de câbles longeant les rails. C'est cette dernière méthode qui est le plus médiatisée et cause semble-t-il le plus de dégât au (faible) trafic. Pourtant, les « *actes de malveillance* » dénoncés par la SNCF, qui se sont produits sur tout le territoire, ne manquent pas de diversité : blocages de trains par des piquets de grève, blocages d'aiguillages avec des cailloux ou par le dépôt de ballast, bris de vitres, purge des freins des trains, dérangements sur la signalisation, incendie de centre de signalisation, dégradation de postes d'aiguillages, épandage d'huile sur les rails, fermeture de signaux, systèmes de sécurité actionnés manuellement, vols de clefs des locomotives, allumage

de torches de sécurité sur les voies, mise en place d'obstacles sur les voies, dégradation de lecteurs de cartes d'accès, pose d'autocollants sur les vitres des trains, saccages divers (à la gare de Gap, des distributeurs automatiques, des ordinateurs et des panneaux d'affichage ont été détruits)[2]. La SNCF a déposé plus d'une cinquantaine de plaintes.

La condamnation de ces actions a été unanime du côté du pouvoir (SNCF, gouvernement et syndicats) et la théorie du complot a vite refait surface : l'Etat (sous la plume de ses journaleux) a évoqué une éventuelle concertation (une organisation secrète !) alors que certains syndicats et groupes gauchistes y voyaient une manœuvre des services barbouzes de l'Etat[3]. Comme si des cheminots des quatre coins du pays ne pouvaient avoir, au même moment, cette idée simple : bloquer les derniers trains circulant du réseau et si possible à des dates stratégiques/symboliques. Des actions de ce type se sont même poursuivies après la fin officielle du conflit (notamment les 24 et 26 décembre).


Câbles cramés sur une LGV en cours de réparation.

Mais les condamnations ne sont pas restées verbales et se sont aussi traduites devant les tribunaux. Les flics ont réussi à mettre la main sur quelques auteurs présumés de sabotages : 4 mois avec sursis et 3500 € de dommages et intérêts pour un cheminot de Thionville qui a détruit avec des chaises les vitres d'un poste d'aiguillage le 22 novembre ; 1 mois avec sursis pour deux agents de la RATP accusés d'avoir coupé l'électricité sur une ligne du métro ; deux individus mis en examen depuis le 22 novembre à Blainville, accusés d'avoir purgé les freins d'un train de marchandise ; un conducteur mis en examen depuis le 27 décembre pour le sabotage du portail d'entrée de la gare de triage de Sibelin.

Avec le recentrage de plus en plus flagrant de la CGT (majoritaire à la SNCF), l'instauration du service minimum, le dégoût et la colère qui montent, il n'est donc pas dit que la prochaine grève des transports ne soit ponctuée que de tristes manifestations traîne-savates.

Alex

[1] Il ne semble pas que ce type d'action ait été utilisé durant les grandes grèves cheminotes de 1986-87 ou de1995.
[2] Pour plus de détails sur ces actions et sur les condamnations voir le site http://cettesemaine.free.fr.
[3] « *Des sabotages survenus très opportunément pour le gouvernement* […] *tout était planifié pour faire cesser le mouvement coûte que coûte* » ; *Le Monde libertaire*, n° 1496, 19/11-05/12/07.

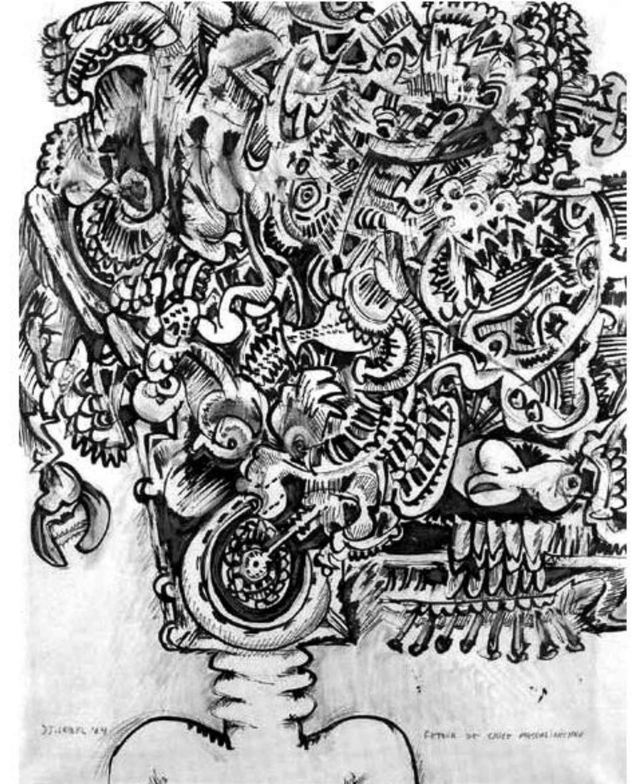
c'est le refus d'avoir faim et d'avoir froid, d'être soumis aux aléas de la nature et c'est peut-être ce qui a incité les hommes du néolithique à développer l'agriculture, à construire des maisons, à élaborer des outils. Ainsi, lorsqu'on en appelle à la sécurité, on en appelle à la survie même de la société humaine. Et lorsqu'on définit les flics comme garants de la sécurité, on restreint le concept de sécurité à la répression en même temps qu'on élargit le rôle de la répression à la sécurité. Le discours liant répression et sécurité, en opposition au concept de liberté, a connu son avènement dans l'époque moderne avec la construction du mot contraire : l'insécurité. Ce n'est pas un hasard si ce terme est apparu précisément en 1794, durant l'épisode de la Terreur. Il faudrait, pour une analyse plus fine, relever les occurrences précises du terme durant cette période, voir son contexte d'application exact, ses différentes fonctions dans les discours. Contentons nous ici d'un simple constat : l'insécurité est née de la Terreur et pas le contraire. En effet, la sécurité ne peut supporter la peur, qui est sa remise en cause fondamentale et qui, dans le cas de la Terreur, a pour cause l'élimination des opposants et pour conséquence le silence de l'opposition. La peur crée le sentiment d'insécurité en attaquant la liberté. Inversement, le sentiment de liberté n'est envisageable que dans une perspective de survie assurée, c'est-à-dire de sécurité. La sécurité a pour fonction de permettre la liberté, d'affranchir l'humain des contraintes de la survie. La sécurité n'est visible qu'à travers la liberté insouciante. En mettant un frein à la liberté, la répression crée l'insécurité plus qu'elle ne la combat. Cette argumentation pourrait apparaître comme purement théorique, voire sophiste, si elle ne s'actualisait pas en permanence dans notre quotidien. Un citoyen craignant pour sa sécurité, cloîtré derrière sa porte fermée à double tour, ne peut pas se sentir libre. A contrario, qui n'a pas ressenti l'insécurité en croisant un camion de flics, en passant sous une caméra de vidéo-surveillance ? Qui n'a jamais senti planer sur sa sécurité le danger de la répression en exprimant sa liberté, c'est-à-dire en taguant un mur, en manifestant, en occupant sa fac ou son usine, en collant des affiches, en squattant un immeuble, en chantant sa soûlographie à tue-tête en pleine rue? Ce sentiment d'insécurité, c'est la répression, associée à la peur véhiculée par les médias, qui le créent. Il n'a qu'un seul ennemi : la liberté. Il existe évidemment aussi des cas où l'insécurité n'est pas en rapport direct avec l'appareil répressif, mais avec la répartition des richesses - c'est la peur d'ignorer ce qu'on mange ce soir, où on dort cette nuit et si on trouvera du boulot demain - ou avec le patriarcat - la peur de se faire violer. Mais dans ces cas aussi, la sécurité ne peut pas venir de la répression, mais de la révolution.

DES MOTS… CRATIE

Nous le voyons bien, derrière le maquillage de tous ces mots à la mode se cache le visage de notre vieille ennemie : l'idéologie dominante. Le fait que le sens donné à ces mots soit accepté, repris par des citoyens se réclamant de tous les bords politiques ou d'aucun, montre les progrès que le capitalisme a réalisés dans sa mainmise sur le monde. En plus de s'être étendu à l'ensemble de la planète, en plus d'avoir fait de l'espace précapitaliste de la nature une marchandise, il a si bien matraqué ses principes que nous ne le remarquons même plus, que nous avons adopté son langage et que ses mots sont nos actes. Bref, il a aussi conquis notre in-conscient. A nous d'aller le débusquer.

Piccolo

démocratique est totalitaire et les démocraties représentatives inspirées des penseurs du 18e s'étant autoproclamées LA démocratie, toute contestation du système s'en est retrouvée marginalisée, voire punie, ce qui constitue déjà une entrave à la démocratie. Mais surtout, ce concept de démocratie représentative devrait se heurter à une contradiction majeure : le peuple confiant son pouvoir lors de chaque élection à de nouveaux maîtres, il ne peut prétendre le garder pour lui. L'esclave choisissant ses maîtres n'en demeure pas moins un esclave, par l'existence même de maîtres. Et le subterfuge est si bien assimilé que l'on voit même les adversaires les plus acharnés du système pris au piège de la rhétorique du pouvoir. D'un côté, des partis anti-capitalistes se présentent aux élections organisées par la bourgeoisie, légitimant de fait la spécialisation du pouvoir. De l'autre, beaucoup se livrent à un combat contre la démocratie, ce qui revient à accepter tacitement l'autodéfinition de la démocratie représentative comme seule démocratie envisageable. Si la première position me semble absurde, la deuxième me parait vulnérable. Accepter le discours selon lequel nous vivons en démocratie, c'est oublier que nous sommes dirigés par le capital et que nous n'avons strictement aucun pouvoir décisionnel. Si l'on s'en tient à l'interprétation littérale du terme démocratie, je dirais que c'est un acte démocratique de ne pas aller voter, car c'est refuser de légitimer ses maîtres. Dans une authentique démocratie, chacun devrait être maître de sa propre vie, un maître sans esclave. Dans la situation actuelle, l'attitude la plus cohérente me semble donc être de refuser au système l'appellation de démocratie. Si au contraire on décide d'attaquer la démocratie telle que définie par le pouvoir et donc adoptée par les « citoyens », -argument qui se défend- il me paraît nécessaire de ne pas laisser planer de doute sur le rejet également du totalitarisme, sans quoi on se retrouve confrontés à l'interprétation binaire et on passe pour des petits fachos ou des staliniens.



S'agissant de la sécurité, nous pouvons reconnaître que nos dirigeants sont loin d'être des abrutis. La sécurité est une aspiration multiséculaire de l'être humain, qui a joué un rôle majeur dans la construction des sociétés humaines. La sécurité,



QUAND LA CGT APPELAIT AU SABOTAGE !

Si le sabotage a toujours été une arme utilisée individuellement et spontanément par le travailleur contre son patron (l'exploiteur !), il a aussi été préconisé comme tactique par des organisations ouvrières et/ou syndicales et notamment l'une d'elles : la CGT. Oui oui, la CGT, celle dont les actuels dirigeants dénoncent les cheminots saboteurs avec la vigueur d'un ministre de l'intérieur. Mais c'était tout de même il y a bien longtemps.

Il était donc une fois, en 1895. Alors qu'une grève des travailleurs des chemins de fer est dans l'air, et que le recours à l'armée pour la briser est envisageable, Eugène Guérard (secrétaire général du Syndicat national des chemins de fer) déclare que les militaires ne pourraient surveiller les 30 000 km de réseaux et que « *dans ces conditions, il serait bien extraordinaire que les rails ne fussent pas enlevés sur le parcours…* »[1]. Menaces ou promesses ? Ce n'est qu'un début.

Car lorsque l'on évoque le sabotage et la CGT, il est une figure qui s'impose d'emblée, celle du militant anarchiste **Emile Pouget** (1860-1931). Défendant la nécessité de la lutte organisée dans les syndicats contre le Capital et l'Etat, il est l'un des dirigeants de la CGT qui met en avant la tactique du sabotage dans la lutte. Il s'inspire alors de l'expérience anglaise (boycottage et sabotage) et de l'usage quotidien qu'en font les ouvriers. Cet acte, bien que le plus souvent individuel, vient « *souligner la revendication collective* » pour « *ramener les patrons récalcitrants à de meilleurs sentiments* ». Selon le principe « *à mauvaise paye, mauvais travail* » cette tactique peut s'appliquer au travail à temps (sabotage de la quantité) ou aux pièces (sabotage à la qualité). A son initiative, le principe du sabotage est adopté par les congrès de la CGT de Toulouse (1897), Rennes (1898) et Paris (1900) et une commission « *boycottage et sabotage* » est même mise en place au sein de la confédération (elle existera semble-t-il jusqu'en 1918). A Toulouse, Pouget propose une motion en réponse à la mesure du Préfet de la Seine qui a interdit aux travailleurs municipaux de participer au Congrès : « *Le Congrès, reconnaissant qu'il est superflu de blâmer le gouvernement qui est dans son rôle en serrant la bride aux travailleurs, engage les travailleurs municipaux à faire pour cent mille francs de dégâts dans les services de la ville de Paris* » ; les délégués CGT applaudissent unanimement. A la suite du Congrès, Pouget annonce dans son journal *Le Père Peinard*, la préparation d'une brochure sur le sujet et appelle : « *Les bons bougres qui auraient*

des tuyaux à faire connaître sur la question, -surtout des moyens de saboter appropriés à chaque industrie – sont invités à les faire connaître, ils seront utilisés ». La célèbre brochure, *Le Sabotage*, est finalement publiée vers 1911-1912[2]; elle est un long exposé des différentes applications pratiques du sabotage : « *les coiffeurs que les patrons refuseront de laisser partir à l'heure syndicale, saboteront la coiffure des clients en faisant des « échelles » par de malencontreux coups de rasoir ; les mécaniciens de locomotives pourront, moyennant l'achat d'une certaine poudre, mettre hors d'état leur machine, etc.* » °[3].

Un autre CGTiste, **Alexandre Renault** (1882-1914), bien moins connu, est lui surnommé le « *professeur de sabotage du réseau de l'état* »[4]. Syndicaliste révolutionnaire du réseau de l'Ouest-État, il est en 1910 Secrétaire du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer. Il publie au début de juillet 1910 une brochure tirée à10 000 exemplaires, *La Grève des chemins de fer d'octobre 1910*, où il suggère les « *précautions* » à prendre au moment de la déclaration de grève : « *Il faudrait que des équipes de camarades résolus, décidés coûte que coûte à empêcher la circulation des trains, soient dès maintenant constituées dans tous les groupes et les points importants. Il faudrait choisir des camarades parmi les professionnels, parmi ceux qui, connaissant le mieux les rouages du service, sauraient trouver les endroits sensibles, les points faibles, frapperaient à coup sûr sans faire de destruction imbécile et, par leur façon efficace, adroite, intelligente autant qu'énergique, rendront d'un seul coup, inutilisable pour quelques jours, le matériel indispensable au fonctionnement du service et à la marche des trains* ». Il est révoqué en septembre pour excitation au sabotage. En octobre la grève éclate et plusieurs sabotages ont lieu (comme par exemple le « *tamponnage* » de deux machines sur la plaque tournante du dépôt de Tergnier qui fera de si belles cartes-postales). Alexandre Renault est arrêté.



Le ministre Aristide Briand (ancienne crapule socialiste devenue crapule tout court), partisan de la répression, invente alors un vaste complot de saboteurs. Selon lui, « *tous les procédés de sabotage les plus modernes devaient être utilisés ; les ponts devaient être dynamités, les aiguilles détruites et, pour compléter cette œuvre criminelle, les organisateurs avaient été jusqu'à préparer la destruction des écluses, qui aurait eu pour résultat d'empêcher la navigation sur les canaux et les fleuves, et d'empêcher par conséquent le ravitaillement par eau* ». Mais il s'agit en fait d'un plan mis au point pour la grève avortée de 1898 par les *Chevaliers du travail* (un éphémère groupement socialiste) et écrit par… Briant lui-même, à l'époque où il était un défenseur acharné de la grève générale[5] !

Renault est mis en liberté provisoire en mars 1911, mais doit se réfugier en Belgique puis à Londres pour échapper à la police qui le recherche pour un nouveau sabotage. Il ne retourne en France qu'en juin 1913. Au début de la Guerre, Alexandre Renault, mobilisé, demande son intégration

tout son potentiel de consommateur, au même titre que n'importe qui. Nous pouvons faire ces distinctions linguistiques entre toute une série de mots parmi lesquels l'employé et le salarié qui sont réduits au rôle passif d'avoir un emploi ou de percevoir un salaire, contrairement à l'ouvrier et au travailleur qui oeuvraient et travaillaient. Ces soi-disant actifs sont sensés ne plus avoir comme activité que celle du consommateur.

Vraiment, la créativité de nos dirigeants politiques et symboliques est sans bornes et c'est ainsi que les nouvelles technologies s'apprêtent à bouleverser nos modes de vie en même temps que nos représentations.

Quel rapport, effectivement, entre le piéton d'hier et l'internaute d'aujourd'hui ? Aujourd'hui, les 80 gigas de la mémoire vive de mon ordinateur pallient aux insuffisances de la mienne. Chaque fois que j'appuie sur la flèche en haut à droite de mon clavier, c'est une part d'aléatoire qui disparaît dans l'inconscient de mon disque dur. Et, plus beau que cela, le rézo du net, abolissant les distances et le temps, me permet de m'échapper de la triste réalité du quotidien, du boulot, de la famille, pour partir surfer sur le net, pour me balader sur un fil de la toile virtuelle. Sur cette toile, je pourrai, en un clic de souris prise au piège de l'ingénieuse araignée que l'on ne nomme pas, grâce à toutes ces petites puces travailleuses dont le fonctionnement me dépasse, me connecter avec le monde entier sans avoir à m'y risquer physiquement. Mais parfois, un doute m'assaille : quand nous communiquons par le biais de machines, ne sont-ce pas en fait les machines qui communiquent entre elles ? Cette vision paranoïaque se trouve confortée par un constat : notre langage tend à se rationaliser selon un principe économique à travers des abréviations, des transcriptions phonétiques, des tournures de phrases sans liens logiques. Les moteurs de recherche sont la quintessence de ce nouveau rapport aux mots. Si je cherche le mot « auto », je peux vouloir dire quantité de choses : il peut s'agir de l'abréviation d' « automobile » comme du préfixe signifiant « soi-même/ lui-même » et qui peut servir à forger quantité de mots, de concepts. Mais la machine ne s'encombre pas de concepts. Pour elle, « auto », c'est a+u+t+o, une succession de lettres dont le résultat, traduit en termes d'occurrences, sera donné de manière quantitative sur la base des ressources disponibles. Cette conception s'oppose à l'interprétation qualitative que l'humain pouvait s'en faire suivant qui l'employait, dans quel contexte et pour signifier quoi. Heureusement, l'humain prend l'habitude de fonctionner selon la logique binaire du 0 et du 1 et d'ailleurs ce n'est pas compliqué puisque cette logique ne varie jamais : elle se perfectionne.

DES MOTS À SENS UNIQUE

Passons donc au deuxième mécanisme rhétorique du pouvoir spectaculaire : la signification particulière et exclusive de mots à forte charge culturelle. Comme précédemment, je ne prendrai que quelques exemples pour illustrer ce processus, mais la grille d'analyse que je propose est adaptable à toute la catégorie lexicale, pourvu qu'on sache en extraire les occurrences. Je me concentrerai ici sur deux mots « stars » : démocratie et sécurité.

Le mot démocratie vient du grec dêmokratia qui signifie littéralement *force/ puissance du peuple*. Tout au long du 20e siècle, les démocraties occidentales se sont construites dans un rapport idéologique en opposition à des systèmes politiques concurrents, qualifiés de totalitarismes. Selon cette logique binaire, tout ce qui n'est pas

MOTS DU POUVOIR
ET POUVOIR DES MOTS

Assénés dans les médias et repris en choeur comme autant de cantiques par les citoyens promus au rang de téléspectateurs, les mots du pouvoir ont cette vertu d'être transposables de la représentation à la réalité, de s'adapter aux situations particulières, modifiant notre perception des événements de l'actualité comme celle de notre quotidien. Existe-t-il encore un *gréviste* ne sachant pas qu'il *porte atteinte à la liberté* de ceux qui ne demandent qu'à *se rendre au travail*, qu'il *prend en otage* les *usagers* au mépris des plus élémentaires principes *démocratiques* ? Je vais m'attacher brièvement ici à analyser certains processus du langage du pouvoir contemporain, qui bien sûr n'a pas vocation à demeurer l'exclusivité du pouvoir mais à être absorbé par l'ensemble de la population, réalisant ainsi la sacro-sainte transformation post-moderne du spectacle en réalité et de la réalité en spectacle.
Nous pouvons distinguer deux processus linguistiques dans la novlangue : le premier consiste à créer de nouveaux termes pour désigner des réalités nouvelles ou prétendues nouvelles. Le deuxième revient à modifier le signifié de termes culturellement chargés.

DES MOTS À LA MODE

Il faut tout d'abord se défaire de l'idée passéiste selon laquelle de nouveaux mots, politiquement corrects, auraient remplacé les anciens pour décrire les mêmes réalités. Non, ces mots impliquent des réalités différentes. Un clochard n'a rien à voir avec un Sans Domicile Fixe. En effet, si les clochards dorment dans la rue, les S. D.F., eux, dorment à l'abri, dans un tiroir du secrétariat d'état à l'intégration sociale. De la même façon, la discrimination raciale est fondamentalement différente du racisme. L'acte raciste suppose un message -l'infériorité-, un récepteur -la race-, et un émetteur -le raciste-, alors que la discrimination comprend le même message -l'infériorité-, le même récepteur -la race- mais pas d'émetteur (le discriminant? le discriminateur ?). Ainsi, si le raciste se place résolument dans une idéologie inacceptable, celle de l'ennemi, celle du « fasciste », la discrimination, elle, peut être le fait de n'importe qui, s'intègre parfaitement au système, ne choquant que ponctuellement les âmes sensibles. La discrimination discrimine la « race », elle ne discrimine pas le raciste. Allez ! Un petit dernier pour la route. L'illettré était au Moyen-Âge opposé au lettré, mais on ne connaissait pas à l'époque le concept d'illettrisme, véritable art de vivre, qui n'est apparu que dans les années 80. Et en effet, ce concept correspond bien à un nouveau besoin. Comme au Moyen-Âge, l'illettré n'est toujours pas capable de lire un article d'Incendo. Cependant, il se distingue qualitativement de l'analphabète, car il peut déchiffrer un message publicitaire. Il peut donc déployer

au réseau de l'État (plutôt conduire un train que porter un fusil), mais elle est refusée. Il est rapidement envoyé au front où il est tué le 25 octobre 1914.

Il ne semble pas que, par la suite, des organisations aient ainsi ouvertement appelé au sabotage. Mais cela n'a pourtant pas freiné la créativité des travailleurs.

Oncle Paul

[1] Cf. Elie Fruit, *Les Syndicats dans les chemins de fer en France (1890-1910)*, Paris, Editions ouvrières, 1976, p. 90. Dans les chemins de fer, le sabotage apparaît dès le développement de ce secteur. Ainsi, lors de la révolution de février 1848, de très nombreux sabotages ont lieu : destructions de gares, incendies de ponts. *Ibid.*, p. 45.
[2] Elle est aujourd'hui dispo dans plusieurs éditions mais aussi sur le net.
Elle va notamment influencer les IWW (Industrial Workers of the World), organisation syndicaliste révolutionnaire américaine. « *Si le travailleur considère que le sabotage est nécessaire, il le rend moral. Sa nécessité est l'excuse de son existence. Pour nous, discuter de sa moralité serait aussi absurde que de discuter de la moralité de la grève ou de la lutte des classes elle-même.* […] *La grève est la bataille rangée de la lutte des classes, le sabotage en est la guérilla, la guerre au quotidien entre deux classes opposées* ». Cf. Elizabeth Gurley Flynn, *Sabotage*, Cleveland, IWW Publishing Bureau, 1916.
[3] Sur Pouget on peut lire : Christian de Goustine, *Pouget, les matins noirs du syndicalisme*, Paris, La Tête de feuilles, 1972, 250 p. et Emile Pouget, *Le Père peinard*, Paris, Galilée, 1976, 354 p.
[4] Voir Jean Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.*
[5] Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier, 1871-1936*, t. II, Paris, Armand Colin, 1946, p. 179.

LES GREVES EN FRANCE
vues par l'Etat

Depuis le XIXe siècle l'Etat est très attentif au mouvement ouvrier. A l'époque c'étaient les flics qui, sur chaque grève, devaient faire des rapports pour leur ministère, aujourd'hui c'est une armée de sociologues et autres experts qui est chargée d'étudier la question et de pondre rapports et synthèses. Cet article est en fait la note de lecture de trois rapports de la DARES[1]. Ces rapports s'appuient sur une enquête menée en 2004-2005 et dont les résultats sont comparés à ceux d'une enquête similaire réalisée en 1998[2]. La lutte des classes est ici vue à travers les lunettes de l'Etat, ce qui ne manque pas d'intérêt.
Si, pendant plusieurs années, les grèves relatées par les médias avaient pour objectif la défense des emplois, il semble qu'avec la baisse constante du « pouvoir d'achat », les grèves, notamment les grèves offensives pour des augmentations de salaires, aient tendance à se multiplier. Difficile de le vérifier et d'aller au-delà de la simple impression, et pourtant… depuis quelques mois, la multiplication de « grosses » grèves en France, celles en région PACA (Carrefour à Marseille, STMicroelectronics à Rousset, Coca-Cola aux Pennes-Mirabeau, Haribo à Marseille), ou celles plus confidentielles mais bien réelles en Vaucluse (voir les *Brèves générales* ci-après page 17) tendent à vérifier cette impression, y compris pour les petites boites.
D'après les synthèses de la DARES, cela serait en fait le cas depuis quelques années et ce, dans un contexte économique et social en perpétuelle évolution.

UN « TISSU PRODUCTIF » QUI A CHANGÉ

En quelques années, de 1998 à 2005, d'importantes transformations ont eu lieu[3]. Le nombre d'entreprises de plus de 20 salariés a fortement augmenté en raison de nombreuses créations d'entreprises à la fin des années 90. Aujourd'hui, il y a « *à la fois d'avantage d'établissements appartenant à des PME indépendantes, notamment dans le secteur des services, et davantage d'établissements rattachés à des groupes* ». Ils appartiennent moins souvent à des entreprises familia-

les liées à des marchés locaux, et sont « *de plus en plus dépendants d'objectifs fixés par des maisons mères ou des têtes de groupe côtées en bourse* ». La révolution numérique (internet, logiciel de gestion intégrée) a également gagné du terrain.
Quant aux « *relations sociales* », elles tendent à être confiées à des professionnels spécialisés dans les « *ressources humaines* », notamment « *des jeunes et des femmes* »[4] (et non plus aux dirigeants détenteurs du capital de l'entreprise). Les relations sociales sont aussi « *davantage formalisées* » par des instances de représentation du personnel plus nombreuses et un développement de « *modes de management directement orientés vers les salariés* » (communication, entretiens d'évaluation).

« DES SALARIES EN RETRAIT PAR RAPPORT A LEURS REPRESENTANTS »

En dehors des périodes de conflits ou d'élections, les représentants du personnel semblent plutôt isolés (taux de syndicalisation très faible[5]). Alors que de nouvelles implantations renforcent la présence des syndicats, la participation des salariés au fonctionnement des sections semble « *s'être affaiblie, signe d'une institutionnalisation des syndicats* » : on ne milite plus et on se contente de prendre sa carte, pendant que le responsable syndical va parler technique avec le patron autour d'un café ou d'un brandy.
Les enquêteurs notent que « *de fait, les relations des salariés avec leurs représentants du personnels ne vont pas de soi* » (est-ce un euphémisme ?). Les salariés enquêtés considèrent majoritairement que les représentants du personnel « *traduisent bien leurs aspirations* »[6] mais ils sont très peu (un tiers) à penser qu'ils peuvent influencer les décisions patronales lors de négociations…

Et si plus de la moitié des salariés pensent pourtant que les syndicats « *font passer leurs mots d'ordre et leurs intérêts avant ceux des salariés* », la moitié d'entre eux estiment pourtant ne pouvoir se défendre sans les syndicats.
Les directions se révèlent par contre (ô surprise !) « *bien moins critiques par rapport aux représentants du personnel* » et les jugent « *utiles,* [et] *en règle générale peu gênants* ». Bien plus que les salariés, ce sont les patrons qui croient que les syndicats traduisent bien les aspirations des salariés ! Mais ils ne leur font pour autant qu'assez peu confiance et développent des politiques de communication directe (elles aussi peu efficaces) à l'égard des salariés.
Ils évaluent donc de plus en plus le climat social en observant l'absentéisme, les démissions ou griefs exprimés par les salariés (l'enquête ne dit-elle pas que les représentants du personnel sont de plus en plus isolés, y compris des autres salariés ?). Tenter d'établir des relations individualisées avec les salariés (entretiens d'évaluation) semble devenir la norme et cela s'accompagne d'une politique salariale d'individualisation croissante des rémunérations (des salaires au montant différent pour chaque salarié, notamment avec les primes). Tout est bon pour masquer le caractère collectif de l'exploitation et inciter les salariés à s'investir dans leur travail (« *satisfaction du travail bien fait, envie de satisfaire au mieux les clients* » et gnagnagna) ; la motivation des salariés est un enjeu essentiel pour l'entreprise.
Rien d'étonnant alors à ce que tout le monde n'ait pas le même point de vue sur le « *climat social* » dans l'entreprise : seuls 10 % des patrons et 39 % des représentants du personnel le voient « *tendu* » ou « *très tendu* »… contre 48 % des salariés.

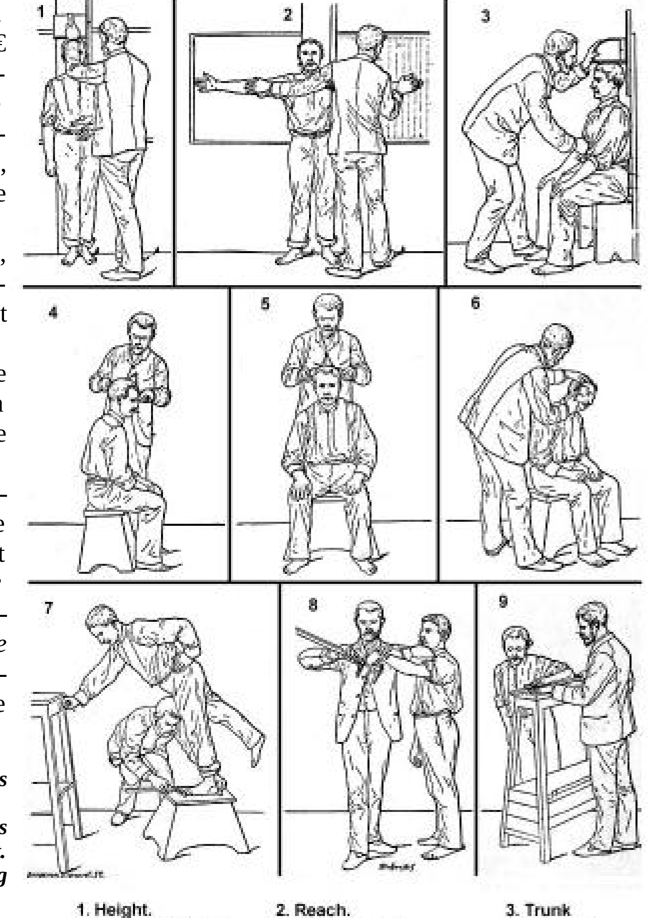
Note de lecture

COMPILATION D'INFORMATION ET DE SOUTIEN CONTRE LE FICHAGE ADN

What a beautiful democracy evidence from our dear government is the use of the scientific progress to control and enslave our lives…
Fatal Nunchaku

A l'origine réservé aux « *auteurs de crimes et délits sexuels sur mineurs de moins de 15 ans* », le fichage ADN s'est généralisé à toute personne passant en garde à vue depuis 2004. Commençant par un historique sur la mise en place du FNAEG (Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques), cette brochure expose toutes les modalités juridiques et techniques du prélèvement ADN, ainsi que les stratégies mises en place par les industries de l'électronique pour le banaliser et le généraliser. Le refus est actuellement considéré comme un délit pouvant entraîner 1 à 2 ans de prison ferme et 15000 à 30000 € d'amende. Evidement, la répression s'exerce d'autant plus que l'on est « bas » dans la hiérarchie de l'ordre social capitaliste, pour le refus du fichage comme pour le reste.
Critique et infos pratiques, donc, et en bonus, un petit guide juridique pour se défendre pendant les gardes à vue.
S'opposant à toute forme de contrôle social (en annexe, un réquisitoire contre la carte d'identité, prémices du fichage avec l'état civil), les auteurs rappellent qu'il ne peut y avoir de fichage *éthique ou citoyen*. Et donc « *si nous voulons arrêter de courir après chaque ignominie, c'est le capitalisme que nous devons abattre* ». Il ne resterait qu'à essayer de s'entendre sur les moyens…

Brochure 38 pages et CD 12 titres (punk, crust, hip hop, slam, électro). Prix libre en soutien aux personnes condamnées pour refus de prélèvement. Contact : compile-adn(at)no-log.org Brochure en ligne sur : http://refusadn.free.fr



JOKE

En 2003, la direction de la police écossaise avait envisagé de ficher toutes ses nouvelles recrues pour reconnaître les erreurs de manipulation au moment du prélèvement. Les flics ont refusé le fichage, prétextant que leur ADN (cheveu, mégot de clope, etc.) pourrait être placé à dessein sur les lieux d'un crime ou d'un délit.

REFUSER LE PRELEVEMENT

Le fichage, qui se généralise petit à petit, est un des instruments du contrôle et de la répression. L'enregistrement des données ADN dans le FNAEG n'a d'autre but que de nous rendre plus malléables et soumis aux lois de cette société, en compliquant encore davantage les possibilités d'action. On se souvient des émeutiers de l'automne 2005, inculpés parce qu'une empreinte avait été retrouvée sur une canette ou sur des pierres. Les techniques d'identification des « *délinquants* » qui étaient déjà gênantes avec le Fichier National Automatisé des Empreintes Digitales (FNAED) se trouvent renforcées par la recherche scientifique. C'est une tentative de paralyser toute forme de révolte, tout moyen d'action contre ce monde. Il s'agit d'assurer la sécurité - du capital ; d'ailleurs, les « délits économiques » (abus de biens sociaux, détournements, etc.) sont exclus du FNAEG. C'est l'optique sécuritaire classique : séparer la bonne contestation réglementée, autorisée et démocratique, d'une mauvaise révolte au parfum de subversion voire de destruction.

Prétendre qu'il y aurait un bon fichage, *éthique* ou *citoyen*, est une aberration. La logique du système veut que le fichage s'étende et qu'il concerne aujourd'hui (presque) tout un chacun. Pourtant, seul celui des « faucheurs volontaires » semble provoquer un soupçon d'indignation. On crie alors à l'amalgame entre « bons citoyens responsables de leurs actes » et « criminels, délinquants, émeutiers » sans dénoncer le fichage lui-même. D'autant que si les syndicalistes et autres militants sont concernés, les premiers touchés sont les pauvres, les étrangers, les taulards, ceux qui auront le plus de mal à se défendre.



Coupables ou innocents, c'est un faux problème ; ce sont les lois du capital qui définissent ce qui est bien de ce qui ne l'est pas. Et c'est ça le problème. Attaquons-le à la base. Chaque nouvelle technique policière a rendu la lutte plus compliquée, mais les révoltés ont toujours su trouver les failles et s'adapter.

Gladice Kalpel

DE PLUS EN PLUS DE GREVES

Par rapport à la précédente enquête, les chers experts notent une intensification de la « *conflictualité du travail* » (euphémisme pour guerre des classes).
Le nombre d'entreprises touchées par des conflits augmente, atteignant 30 % des établissements de plus de 20 salariés tous secteurs d'activité confondus (contre 21 % en 1998)[7].

La grève est le mode d'action collective le plus fréquent même si elle reste rare dans les entreprises de moins de 100 salariés, et que d'autres formes d'« *actions* » collectives progressent[8] : grève du zèle, grève perlée, manifestation, « *mais surtout* » pétition et refus des heures supplémentaires (principalement dans les boites où les conditions de travail sont les plus difficiles et où les directions signalent le plus d'absentéisme).

Toutes les formes de conflits ont augmenté excepté les grèves de plus de deux jours. Celles-ci ont été un peu moins nombreuses (cela semble confirmé par l'Inspection du travail), touchant 2,5 % des entreprises contre 3 % auparavant ; elles restent concentrées dans trois secteurs : industrie des biens intermédiaires, transport, énergie. Moins nombreuses, elles semblent aussi durer moins longtemps, mais être au contraire plus mobilisatrices qu'il y a quelques années. La combativité des travailleurs a-t-elle diminué ou bien, alors que les conditions d'exploitation évoluaient (généralisation de l'intérim, éclatement et dispersion des unités, sous-traitance, etc.) a-t-elle pris d'autres formes ?
L'augmentation des grèves de moins de deux jours (touchant 10 % des établissements contre 7,5 % auparavant) est-elle une réponse ? Avec le type de production qui tend à dominer (flux tendu, *just in time*, zéro stock, etc.), une grève d'une journée ou même de quelques heures peut obliger le patron à céder plus rapidement et s'avère aussi moins coûteuse pour les salariés. Un des rapports souligne ainsi que les grèves courtes sont surtout présentes « *dans l'industrie et dans les établissements qui ont mis en place une organisation du travail en flux tendu* […] *sans doute parce qu'un arrêt de travail, même de courte durée, peut avoir rapidement des répercussions importantes sur la production et le chiffre d'affaire* ».

Selon les rapports ces conflits vont de paire « *avec des relations sociales formalisées* ». Traduction : ils sont plus nombreux dans les grands établissements où l'implantation syndicale est forte et où il est plus facile de faire grève. Pourtant, dans certains cas, les salariés décident de la grève eux-mêmes, sans l'intervention d'un syndicat (13 % des grèves en 2004 contre 10 % en 2002-2003). Mais le rapport souligne que par la suite les



grévistes « *recherchent le plus souvent le soutien des organisations syndicales* ». On sait que dès qu'un mouvement spontané éclate, les syndicats rappliquent pour l'organiser, le canaliser, le crédibiliser, etc. et faire quelques adhésions au passage.

On peut alors s'interroger : pourquoi tant de haine ? Et, alors qu'il n'y a en fait qu'une seule cause à ces conflits, l'exploitation capitaliste, les experts préfèrent disséquer la chose, chercher et trouver (tels des syndicalistes) de multiples causes et revendications. Voici leurs conclusions : le problème des salaires est le principal motif de ces conflits et touche près de 15 % des entreprises. Viennent ensuite, dans un ordre d'importance décroissant, le temps de travail, le « *climat des relations sociales* », l'emploi[9], puis les conditions de travail[10].



Sans doute dépités, nos experts devaient conclure en février 2007 que « *la grève ne disparaît pas, mais prend une forme moins visible et plus sporadique* ». Et en mai 2008 alors ? Avec la fameuse baisse du « pouvoir d'achat » qui n'est qu'un mot de novlangue pour désigner une stagnation des salaires et une hausse des prix (alimentaire, énergie, etc.) ? Avec une intensification et une durée du travail croissantes ? Les grèves vont-elles rester longtemps « *moins visibles* » ou « *sporadiques* » ?[11] On dirait pas.

Dr. X

[1] Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques. Rapports disponibles sur le site internet du Ministère « *de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement* ». *Premières synthèses informations*, n° 45, novembre 2005 ; n° 39, septembre 2006 ; n° 8, février 2007.

[2] Enquête effectuée auprès de 2930 représentants de la direction, 1970 représentants du personnel et 7940 salariés de 3000 entreprises de plus de 20 salariés.

[3] Si je n'emploi pas le conditionnel tout au long du texte c'est par paresse, mais l'esprit y est.

[4] Et cela ne rend pas les « *relations sociales* » plus sereines. Les patrons déclarent recourir d'avantage aux sanctions individuelles que lors de la précédente enquête (72 % contre 66 %), de l'avertissement écrit au licenciement pour faute.

[5] Environ 8 % des salariés seraient syndiqués (autour de 5% dans le secteur privé).

[6] Un récent sondage publié le 1er mai sur le site leparisien.fr, le confirmerait tristement : 57 % des salariés feraient confiance aux syndicats pour « *bien défendre les intérêts des salariés* ».

[7] Un précédent rapport annonçait (on imagine soulagé) que « *le nombre de jours de grève continue de baisser dans le secteur privé* ». Mais il s'appuyait sur les chiffres de l'Inspection du travail qui ne comptabilise les grèves qu'à partir du deuxième jour, et si elles répondent à des mots d'ordre propres à l'entreprise. Ce rapport soulignait pourtant que « *le nombre de grévistes reste proche de celui de l'année précédente* ».

[8] Les formes d'actions individuelles ou collectives mais clandestines, comme par exemple le sabotage, ne sont pas abordées par ces enquêtes.

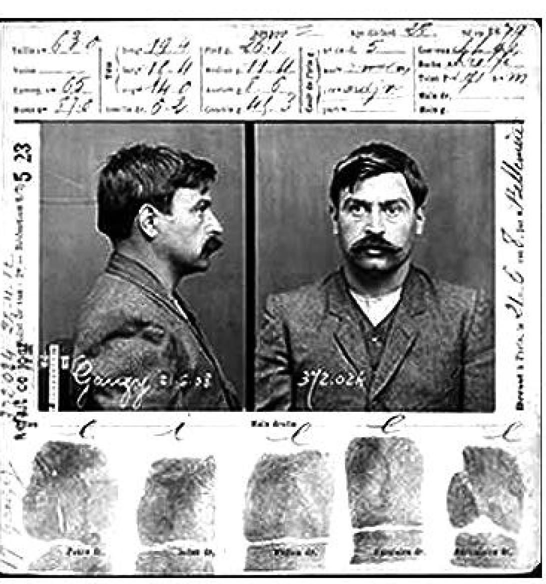
[9] Dans les boites dont l'activité et les effectifs sont en baisse, les conflits liés à l'emploi sont évidemment plus fréquents. Mais, « *c'est dans les établissements dont l'activité est stable ou croissante que la conflictualité a le plus progressé* ».

[10] Viennent beaucoup plus loin les qualifications, les changements technologiques et organisationnels, le droit syndical, la formation professionnelle, etc.

[11] Oh bien sûr, ce n'est pas parce que les grèves deviendront plus visibles et régulières que cela voudra dire que la révolution sociale approche. Mais cela ne voudra pas dire non plus le contraire.

LOCALISATION

Le siège du FNAEG se trouve dans les bureaux de l'Institut National de Police Scientifique (INPS, 31, avenue Franklin Roosevelt) à Ecully près de Lyon. Il existe aussi des centres de traitement décentralisés dans certaines grandes villes (par exemple à Marseille, dans les locaux du laboratoire Inter-régionnal de Police Scientifique).



Bien que l'INPS dispose de labos, l'équipement est insuffisant pour analyser les prélèvements, d'autant que leur nombre est en perpétuelle augmentation. Ainsi, la plupart des traitements d'empreintes se fait dans des labos privés. Ce qui présente aussi l'avantage de permettre à tous ceux qui ne verront jamais leur profil dans le FNAEG (patrons, actionnaires…) de s'en mettre plein les poches. Et oui, l'Etat paie environ 400 € par prélèvement. Mais les industriels, magnanimes, proposent de faire baisser les coûts à 220 € si la demande est plus forte.

SUBTILITES DES TEXTES ET « REINE DES PREUVES »

* Normalement, le prélèvement ADN se fait pour toute personne « *mise en cause* » pour crime ou délit, c'est à dire pour toute « *personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elles aient commis* » ces infractions. Il s'est déjà vu (deux fois au moins !) qu'un juge relaxe un prévenu, les indices en question n'existant pas.

* En revanche, il est possible de s'appuyer sur ce texte pour demander le retrait de son profil du FNAEG (une fois que l'on a été « *innocenté* » par la justice).

* La preuve par ADN a été qualifiée de « *reine des preuves* ». Il n'en reste pas moins que des erreurs se sont déjà produites, parce que les procédures de prélèvement sur les lieux d'un crime ou d'un délit ne sont pas fiables à 100 % (il arrive par exemple que l'ADN des flics qui font le prélèvement se retrouve mélangé à celui présent sur les lieux), parce que des manipulations sont possibles (placer le cheveu d'un huissier sur les lieux d'un crime par exemple), parce qu'il existe des *faux positifs* (on ne compare l'ADN qu'en un nombre déterminé de points. Il arrive exceptionnellement que les ADN de deux personnes correspondent exactement sur ces points).



QUELQUES CHIFFRES :

* En 2007, 480 000 profils enregistrés, l'objectif est d'atteindre les 700 000 profils dont ceux des mineurs de 13 à 19 ans.
* En moyenne 30 % des personnes jugées pour refus de prélèvement ADN sont dispensées de peine, 60 % sont condamnées à de la prison ferme, 10 % écopent d'amendes.
* Un prélèvement coûte en moyenne 400 €. En 2005, l'Etat a dépensé 6,5 millions d'euros pour les prélèvements ADN (soit 6 500 SMIC ou 1 354 années de RMI).
* Il suffirait que 10 % des prévenus (2000 personnes par mois) refusent le prélèvement pour saturer les tribunaux. Ce qui serait plutôt rigolo.

MODALITES TECHNIQUES

Lors d'une garde à vue : sans forcément vous l'annoncer, les flics prélèvent un peu de salive en vous faisant cracher sur un bâtonnet, et hop, votre empreinte ADN se retrouve dans le FNAEG. C'est à vous de vous méfier et d'être réactif, ce qui n'est pas forcément facile après plusieurs heures de garde à vue. Il faut savoir encore que les flics ont le droit de réaliser l'enregistrement de l'ADN « *à partir de matériel biologique qui se serait naturellement détaché du corps de l'intéressé* » (Code de Procédure Pénale, art. 706.56.I). Ce qui n'annule pas le refus, et ne dispense donc pas d'un procès.

En taule : il s'agit généralement d'opérations massives, où l'ADN de tous les détenus est prélevée. Les refus sont rares, et pour cause : cela entraîne automatiquement l'annulation des remises de peines, et des sanctions disciplinaires peuvent être demandées.

Délit continu : à l'issue d'un procès pour refus, un nouveau prélèvement peut être « proposé », et un nouveau refus donner lieu à un nouveau procès. Alors on pourrait se dire que c'est sans fin. Oui, peut-être, en tous cas jusqu'à la révolution…

BREVES GENERALES !

On veut nous faire croire que la lutte des classes n'existent plus, et que règne la concorde… que seuls quelques profs et cheminots font encore grève. Les médias évoquent parfois quelques luttes et grèves spectaculaires. Mais, la lutte des classes se déroule aussi au quotidien, dans les petites boites, au niveau local… et là il faut pas mal d'effort pour trouver de l'info. Voici donc une liste (non exhaustive) de quelques événements survenus dans le coin depuis la sortie du précédent numéro d'*Incendo*. Elle a été réalisée à partir de la presse locale (souvent de courtes brèves), de quelques sites internet, de tracts, de témoignages, etc. ; les infos n'y sont que souvent succinctes, alors que parfois nous avons dû les condenser. Les sources ne sont pas signalées faute de place (pour plus d'info nous écrire). Si vous avez des infos, si vous participez à une lutte n'hésitez pas à nous en faire part pour le prochain numéro.

★ 2007

1er décembre

Cavaillon, La Poste : le centre de distribution est en grève (à l'appel de la CGT et de SUD) contre le projet « facteur d'avenir » et pour « *une meilleure orga du travail* ». Seules 6 tournées sur 57 sont assurées.

8 décembre

Pertuis, La Poste : le centre de distribution est en grève à 90 % contre le projet « facteur d'avenir ».

Le Pontet, Toys R Us : grève nationale de deux heures (un samedi aprem) à l'appel de la CFDT contre la suppression de l'intéressement, la volonté de supprimer le 13ème mois, les « *misérables* » augmentations de salaires, la non application de la convention collective, la baisse des effectifs, etc. (suite au rachat par des investisseurs américains). Une quinzaine des 37 magasins Toys R Us (dont Avignon) est touchée.

12 décembre

Cavaillon, Nobert Dentressangle (transport) : Grève à l'appel de l'UNSA pour l'arrêt immédiat du plan social, la réévaluation des salaires de 5 % minimum pour tout le personnel et une prime de fin d'année de 500 € pour les personnels de quai et les conducteurs routiers.

18 décembre

Saint-Saturnin-Les-Avignon, Tissus Grégoire : 29 des 30 employéEs du magasin sont en grève. Ils/elles demandent un 13ème mois et le même taux horaire pour l'ensemble des salariés. Le travail reprend le 19. Les grévistes obtiennent une prime de fin d'année de 500 €, ainsi que l'égalité de rémunération (avec taux horaire aligné sur l'actuel plus élevé).

ANPE : Grève nationale des agents contre la fusion ANPE-UNEDIC.

21 décembre

Cavaillon, Nobert Dentressangle : grève de 19 à 23 h d'une centaine de salariés du secteur « *transports frigorifiques* » qui protestent contre le non-paiement des heures sup. et demandent une revalorisation de 5 % des salaires et un treizième mois.

26 décembre

SNCF : des câbles de signalisation sont retrouvés brûlés sur la ligne TGV Paris-Marseille sur une longueur de 150 mètres entre Aix-en-Provence et Lambesc. Le trafic est fortement perturbé toute la journée sur la ligne avec des retards de l'ordre de 50 minutes, les TGV étant détournés sur des lignes classiques.

28 décembre

SNCF : grève de l'établissement Traction et du service commercial des trains de PACA.

31 décembre

Le Pontet : lors de la nuit de la Saint-Sylvestre, des individus font partir des feux d'artifices devant la prison du Pontet, provocant les cris de joie des taulards. A bas toutes les prisons!

★ 2008

2-3 janvier

Nîmes : dans la nuit deux voitures de la brigade sinophile de la gendarmerie sont incendiées sur le site de l'Ecole nationale de Police. « *Vive la révolte ! Feu à l'Etat et à ses chiens !* » disaient des tags laissés sur place.

19 janvier

Avignon, Galeries Lafayette : grève à l'appel de la CGT, mais aussi « *à la demande de nombreuses employées* », pour demander des augmentations de salaire et protester contre les conditions de travail (aggravées par le non-remplacement de départs). 40 des 108 employés manifestent sur le parking. C'est la troisième grève en 35 ans.

Avignon : dans la soirée une voiture s'enflamme quartier Monclar. Arrivés sur les lieux, flics et pompiers sont la cible de jets de pierre de la part d'un « *groupe d'individus* ». Un véhicule de police est endommagé et un « *jeune homme de 14 ans* » (sic) arrêté.



23 janvier

SNCF : Vers 4 h du matin, des câbles de signalisation sont brûlés sur la ligne TGV Paris-Marseille à Claveyson (Drôme). Les TGV sont détournés sur des lignes classiques avec des retards de 1 h 15. La circulation redevient normale vers 20 h.

24 janvier

Avignon, Fonction publique : manifestation de 5000 personnes pour le pouvoir d'achat et l'emploi. Secteurs concernés : La Poste, France Télecom, CPAM, Equipement, (grève de 24 h) , Santé : IME La Bourguette, Hôpital de Pertuis, d'Avignon, de Carpentras (4 h) et Montfavet (24 h).

Sorgues, Eurenco (filiale de la SNPE) : 2 h d'arrêt de travail et dépôt de motion sur revendications locales (ouverture des Négociations Annuelles Obligatoires et avenir du site).

Monteux, Aixor Logistic (entreposage non frigorifique) : Le client CAMPELL met fin à la distribution de ses produits ce qui engendre 58 suppressions d'emplois (sur 146 salariés). Les salariés (à l'appel de la CGT et CFDT) déclenchent une grève jusqu'au 25 et obtiennent 2500 € par salarié et le paiement des heures de grève. Les menaces sur l'emploi persistent.

1er Février

Grande distribution : journée nationale d'action (CGT, CFDT, FO) pour l'augmentation du salaire de base, l'augmentation du temps de travail des temps partiels imposés, l'ouverture d'une négociation sur l'évolution future des emplois (développement des nouvelles technologies comme les caisses automatiques), le repos dominical avec des arrêts de travail de 2/3 h ou d'une journée : Carrefour Orange 90 à 130 grévistes sur 292 salariés (les cadres ont ouvert les caisses, des CDD et des contrats « pro » ont pallié au manque d'effectif), Carrefour Avignon 60 à 150 sur 200 (blocage du rond-point d'accès au magasin), Auchan « Mistral 7 » 30 sur 400, Auchan Le Pontet 120 à 200 sur 800, Auchan Cavaillon (40 à 60 % de grévistes surtout dans le personnel en rayon),

FICHE TECHNIQUE : LE FNAEG

Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques

HISTORIQUE :

17 juin 98 : Mise en place par le gouvernement Jospin du prélèvement ADN pour les personnes condamnées pour « *crimes et délits sexuels sur mineurs de moins de 15 ans* ».

Novembre 01 : Loi sur la Sécurité Quotidienne de Daniel Vaillant (PS). Prélèvement obligatoire pour les personnes condamnées pour « *atteinte grave et volontaire à la vie des personnes* » (crime contre l'humanité, torture, homicide volontaire, proxénétisme, etc.) ou pour « *atteinte aux biens avec violence* ».
Création du FNAEG, 23 000 profils enregistrés.
Sanctions pour refus de prélèvement : 6 mois de prison et 7 500 € d'amende.

Mars 03 : Loi sur la Sécurité Intérieure de Sarkozy alors Ministre de l'Intérieur (appliquée par décret à partir de 2004). Prélèvement pour toute personne « *mise en cause* » pour crime ou délit (c'est-à-dire, *pour toute garde à vue, pour certaines convocations*). Les profils sont conservés de 25 à 40 ans dans le FNAEG.
Sanctions pour refus de prélèvement : 1 an et 15 000 € d'amende pour les personnes mises en cause et pour les personnes condamnées pour délit. 2 ans et 30 000 € d'amende pour les personnes condamnées pour crime.

9 mars 04 : Gouvernement Raffarin, obligation de prélèvement pour toute personne condamnée, avant cette date, à des peines de 10 ans ou plus pour crime. Le prélèvement peut se faire de force ou à l'insu du détenu.
Sanctions pour refus : annulation des remises de peine, pressions des matons.

Janvier 07 : les pays de l'UE donnent leur accord de principe au libre accès de chacun des états membres aux fichiers ADN des autres pays. Ceci devrait être mis en place en 2008. Lors de cette réunion, Estrosi, représentant de Sarkozy déclare : « *les citoyens seraient mieux protégés si leurs données ADN étaient prélevées dès leur naissance* ».

Note de lecture

JE NE SUIS PAS UN ÉGOUT SÉMINAL

recueil de textes sur le viol comme arme de la domination patriarcale

Cette brochure, parue dans l'été, contient quatre textes sur le viol : Claud[e], *L'arbre qui cache la forêt…ou le contraire*, http://gendertrouble.org, 2007 ; Matei Visniec, *La femme comme champ de bataille* (extrait), Actes Sud Papiers, 1996 (théâtre) ; Virginie Despentes, « Impossible de violer cette femme pleine de vices », extrait de *King Kong théorie*, Grasset, 2006 ; Shere Hite, *Le Rapport Hite* (extrait), Etats-Unis, 1981.

Il existe généralement assez peu de textes intéressants sur le sujet. La plupart ont pour propos de victimiser les personnes violées, répandant l'idée qu'on ne peut pas se reconstruire après un viol. Ce discours tellement prégnant finit par ressembler à un guide de conduite, empêchant l'autonomie des femmes, et qui peut parfois aller jusqu'à leur proposer le suicide pour survivre au viol. Il n'y a qu'a voir le *Dictionnaire du corps* paru chez PUF l'an dernier, c'est une grosse merde : d'après eux, le symptôme obligatoire des femmes violées est le désir de suicide.Pour une fois, avec le texte de Despentes, on entend justement le contraire. Elle questionne le comportement attendu des personnes violées (honte d'« être souillée », culpabilité de « l'avoir cherché », peur...) : « *c'est un risque inévitable, c'est un risque que les femmes doivent prendre en compte et accepter de courir si elles veulent sortir de chez elles et circuler librement. Si ça t'arrive, remets toi debout,* dust yourself *et passe à autre chose. Et si ça te fait trop peur, il faut rester chez maman et t'occuper de faire ta manucure* ».

Autre idée répandue : le viol serait « *le fait isolé et pervers d'un individu isolé et pervers. C'est quelque chose d'exceptionnel, et qui d'ailleurs ne touche pas que les femmes* ». Cette idée reçue est largement défoncée dans la brochure. Il n'y a qu'à voir les statistiques : une femme sur trois a été agressée sexuellement, 92 % des personnes violées sont des femmes, en revanche les agresseurs sont à 99 % des hommes. Le viol s'enracine « *dans un ensemble de valeurs et de normes en même temps qu'il se fait un des vecteurs de la domination masculine* ». Autrement dit, c'est un des éléments de l'oppression des femmes par les hommes : nous devrions être à votre service sexuel, messieurs. Nous grandissons avec cette idée, nous n'aurions pas le droit de nous refuser, et même, quand vous nous choisissez, on devrait se sentir valorisée ! Le viol est un peu un privilège masculin à disposer en tous temps du corps des femmes, il est un des droits que leur accorde le patriarcat. Et en plus, il maintient les femmes dans la peur, et donc dans la soumission. Allons, on aurait qu'a se dire que ça suffit, et que maintenant, on arracherait les couilles de tous les violeurs ? (ben oui, c'est un peu violent, mais beaucoup moins que le viol systématique…)

Car voilà enfin un autre point agréable dans cette brochure : un espoir pour les femmes de pouvoir agir, seules ou ensemble, pour ne plus être soumises. Un appel aux femmes à s'organiser contre les lois du patriarcapitalisme et ses institutions, que ce soit par la réponse immédiate, individuelle et/ou collective, par le dialogue, par… C'est pas une brochure qui va résoudre ce problème, mais c'est déjà non négligeable…

Brochure 28 pages, disponible aussi sur https://infokiosques.net
Contact : loullaby(at)no-log.org

Champion Pertuis 15 grévistes, LIDL Carpentras (33 % de grévistes), Picard Sorgues.

8 février
Cavaillon, Biocoop : suite à la mise à pied des directeurs de la société de transport et de la plate forme Sud Est, en 10 mn l'ensemble du personnel entame une grève sauvage et illimitée. FO et la CGT soutiennent ce mouvement qui s'étend à 3 autres sites. **Prix de « La Grève la plus conne ».**

Nîmes : grève illimitée des éboueurs à l'appel de FO et CFTC en raison du transfert du marché de la collecte des ordures à un nouveau groupe : contre la signature d'une nouveau contrat de travail, la modification du système de primes et l'instauration de la polyvalence.

13 février
France Bleu Vaucluse : grève.

22-23 février
Pierrelatte : les vitres d'une permanence électorale cassées à coup de pierres.

25 février
Apt, Kerry (fruits confits) : grève de 50 salariés car 5 d'entre eux sont « *invités* » par leur patron à ne pas venir travailler cette semaine en raison d'une baisse d'activité.

26 février
Tricastin, Polinorsud : grève des salariés de cette société de maintenance (700 salariés, filiale de STMI, dont 100 travaillent au Tricastin) pour des hausses de salaires et par crainte de licenciements si AREVA

LE VAUCLUSE EXPERIMENTE LE CONTROLE RENFORCE DES ARRETS MALADIES.

Depuis la mi-mars le Vaucluse fait partie des dix départements pilotes devant intensifier la lutte contre les fraudes qui sont pourtant jugées « *très minoritaires* » par la CPAM.

En cas d'arrêt maladie d'un de ses salariés, un employeur a le droit de commander une contre-visite[1] ; il fait alors appel à une société prestataire qui missionne un médecin agréé et si celui-ci considère que le malade ne l'est pas, les indemnités complémentaires versées par l'entreprise sont supprimées. Mais, jusqu'à présent, la Sécu continuait dans ce cas à verser des indemnités (environ 50 % du salaire de base) et ne se fiait qu'à ses propres contre-visites (en forte progression)[2]. Avec le nouveau système en expérimentation, la Sécu va s'appuyer sur l'avis du médecin mandaté par l'entreprise pour suspendre ses versements, et ainsi tenter de réduire le nombre d'arrêts maladies dits « *illégitimes* ».
Jusqu'à présent, les arrêts de longue durée sont les plus contrôlés et la fraude s'y révèle très faible. Avec ce nouveau dispositif, ce sont surtout les arrêts de courte durée qui sont dans le collimateur, mais la fraude y est là-aussi faible. La nette progression depuis plusieurs années déjà des arrêts maladies n'est semble-t-il pas causée par la montée de l'anti-travail (comme dans les années 70) mais par l'augmentation de pathologies réelles (et l'apparition de nouvelles comme les troubles muscolo-squelettiques ou le stress) due à la détérioration croissante des conditions de travail[3]. La chasse aux « *abus* » est donc un prétexte pour la Sécu qui cherche (encore) à faire des économies sur le dos des malades. Mais si l'accent est mis sur les arrêts de courte durée ce n'est pas pour rien, c'est surtout parce qu'ils sont les plus coûteux pour les entreprises (par la désorganisation et les problèmes de remplacement qu'ils entraînent). Il faut « *réhabiliter la valeur travail* », et donc refoutre les malades au boulot ! Ce nouveau système répressif sera généralisé en 2010 s'il est jugé rentable...[4] Maintenant il va falloir trouver de nouvelles astuces pour prouver qu'on est malade, y compris lorsqu'on l'est réellement !

[1] Des société spécialisées existent. Elles proposent « *des solutions de gestion de l'absentéisme* » et certaines se vantent de découvrir jusqu'à 45 % de fraudeurs.
[2] Fin septembre 2007, la sécu avait effectué 682 000 contrôles (contre 677 000 en 2006).
[3] Un prochain article d'*Incendo* abordera l'absentéisme dans les entreprises en France aujourd'hui.
[4] Sources : *La Provence*, 23/02/08 et *l'Humanité Dimanche*, 13-19/03/08.

change de sous-traitant. Ils bloquent l'accès du site nucléaire.

Avignon, TAT Express (gestion des colis de l'aéroport) : grève à l'appel du syndicat CGT pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires.

Orange, Isover Saint-Gobain (fibres de verre) : 80 % des 300 salariés entrent en grève pour l'augmentation des salaires. Le mouvement dure au moins 4 jours.



3 mars

Bollène, SDEI : grève et manifestation des salariés (à l'appel de la CGT) contre la suppression de 12 emplois suite au nouveau contrat d'affermage.

Conseil général de Vaucluse : grève et manifestation des agents de l'Equipement (ex-DDE) à l'appel de la CGT sur la question de leur statuts, des salaires et primes.

4 mars

Avignon : manifestation de 150 personnes (à l'appel de la CGT) alors qu'au niveau national ont lieu des négociations sur la question de la reconnaissance de la pénibilité du travail et du droit au départ à la retraite anticipée entre gouvernement et « acteurs sociaux ». Présence de salariés de la SEPR (Le Pontet), Platres Lafarge (Mazan), Eurenco (Sorgues), cheminots, salariés des mines et énergies. « *Nous sommes au cœur de la pénibilité. Avec le travail posté, il y a une baisse de l'espérance de vie. Tout ce que nous demandons, c'est de pouvoir partir à la retraite plus tôt pour pouvoir en profiter…* » (un délégué CGT de Mazan).

5 mars

Apt, Kerry : grève pour le maintien de la journée chômée imposée par la direction (?), le respect du code du travail en matière de temps de travail et de congés annuels et le maintien de l'emploi des titulaires en période basse. Une centaine de salariés (sur 569) manifestent devant l'entreprise.

Bollène, chantier GB2 : rassemblement devant le chantier pour demander la réintégration de 25 salariés menacés de fin de contrat. Le patron cède.

6 mars

Avignon : 350 à 500 personnes manifestent à l'appel des syndicats pour la revalorisation des retraites (journée nationale).

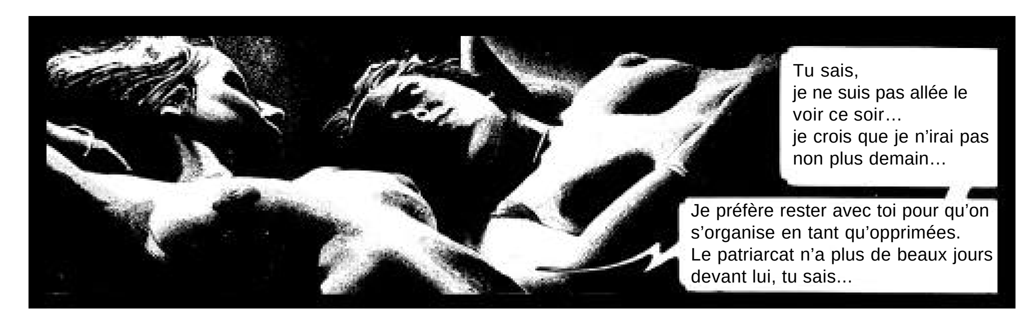
7 mars

Camaret, Le Cabanon : grève des 130 salariés de l'ancienne coopérative de conserve de tomates (propriété du groupe chinois Chalkis) et envahissement du CE pour protester contre les modalités d'un plan social prévoyant le licenciement de 87 des 220 salariés. Le travail reprend le 14 mars à la suite de négociations. 7 000 € seront versés à chaque salarié (contre 5 000 proposés initialement et 8 000 demandés par les syndicats). S'ajoute une enveloppe de 80 000 € pour ceux qui souhaiteraient créer leur propre entreprise (beurk !). Les jours de grèves seront payés.

8 mars

La Poste : grève des facteurs à Cavaillon, Gordes, Robion, Oppède, Maubec, Ménerbes contre un projet de réorganisation qui va privilégier l'auto-remplacement des agents entre eux

MOI, MON VAGIN ET MOI MÊME…



Il y a quelques jours, j'ai vu une affiche représentant des vulves et des clitoris qui invitait à venir assister à une adaptation des *Monologues du Vagin**, et cela en non-mixité féminine. Le 25 avril au soir, je me pointe donc à la Maison IV de chiffres. Je m'assoie autour de l'une des tables et des voix de femmes s'élèvent pour me parler de leur sexe et de ce qui s'y attache : le plaisir, les découvertes, les déceptions, les viols, les violences, les colères, les interrogations… Bref : j'écoute des femmes parler d'elles. Les femmes dont je parle sont les personnages de l'œuvre d'Eve Ensler et des autres textes qui composent la représentation, mais aussi bien d'autres : les comédiennes nous invitent à discuter entre nous, et cela de façon drôle et ludique. Actrices et spectatrices (mais nous ne sommes d'ailleurs plus si *spectatrices* que ça), nous nous mettons à partager ensemble ce que nous avons vécu et vivons chacune avec notre vagin. Nous n'avons pas à nous justifier, à expliquer : nous en avons toutes un. Nous parlons ensemble de ce bout de corps que tant de sociétés (toutes ?) martyrisent et utilisent pour nous définir et nous confiner dans un sous-genre humain. Ce soir là, je me suis sentie forte, je crois que NOUS nous sommes senties fortes. Pourquoi la non-mixité ? Parce que j'ai l'impression que si j'étais venue avec Jules, encore une fois, je n'aurais pas écouté avec mes oreilles, mais avec les siennes…

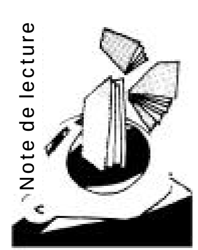
Mademoiselle Olsen





La troupe grenobloise des *Monologues du Vagin* était venue à l'initiative du collectif féministe I. V.G. (Insurrection des Vagins Glorieux). Vous pouvez contacter ce dernier à : annebonny(at)no-log.org

* *Monologues du Vagin*, de Eve Ensler, 1998. Vous pouvez lire, télécharger, imprimer ce texte sur cette page : http://infokiosques.net/spip.php?article509 (après vous pouvez aussi la photocopier et la diffuser sauvagement).



MARSEILLE INFOS SPÉCIAL EUROMEDITERRANNEE

C'est à l'automne 2007 qu'est sorti un petit journal fort intéressant, qui détourne « *une des ces brochures en couleurs dont la ville de Marseille nous mitraille depuis une dizaine d'années* » (dixit les auteurs). Sans être extêmement dense, il regorge d'une multitude d'informations qui nous permettent de mieux cerner les liens et les buts de toutes ces mesures titanesques que recouvre EUROMED.

Ce projet européen, lancé en 1995, vise à « *reconquérir* » tout l'espace euro-méditéranéen à travers trois points stratégiques que sont Barcelone, Marseille et Gênes. Et grâce à celui-ci « *l'UE entend répondre aux exigences de la concurence mondiale et s'imposer en tant que puissance économique de poids face aux géants que sont les USA, le Japon, la Chine ou la Russie* ». On comprend alors tout l'intérêt qu'il y a à remédier rapidement à l'exception qu'est Marseille, encore épargnée des rouleaux compresseurs aseptisants et uniformisants. « *Il faut que cessent sa circulation chaotique, son sytème D, ses grèves récurrentes d'éboueurs et ses rues sales* ». Si elle doit devenir une des grandes portes d'entrée de l'UE, Marseille devra « *se débarrasser de sa population jugée indésirable et la remplacer par une population intégrée à la culture techno-marchande – qui en a les moyens – et vecteur de sa propagation : cadres, étudiants, artistes, touristes* ».

Mais l'aspect n'est pas la seule composante qu'il faut développer. Le transport et la gestion des flux, étant moteurs du capitalisme, doivent permettre un échange de marchandises, de ressources naturelles, d'informations et de travailleurs sans cesse croissant, ce qui explique toute l'importance apporté aux Lignes Grande Vitesse (projet ARCOMED), réseaux routier, fluvial et maritime, qui doivent s'intensifier et se compléter (intermodalité). Ce maillage est en outre indispensable au fonctionnement de la segmentation en pôles de compétitivités du territoitre Européen (projet INTEREG). Chaque région, axée sur un domaine compétitif différent (informatique, nucléaire, biométrie et nanotechnologies, agronomie, etc.) doit pouvoir communiquer et échanger de la façon la plus fluide et directe possible.

« *Pour accompagner cette restructuration capitaliste de l'espace méditéranéen, Euromed mène aussi un projet de "pacification sociale" et de "stabilisation du climat" qui garantit la circulation sans heurt des capitaux, des marchandises, de la main d'oeuvre et des informations.* [...] *Euromedpol et Euromedjust, ce sont les institutions chargées, dans l'espace méditéranéen, du renforcement de la coopération policière et judiciaire au niveau interétatique* ».

On ne vous en dira pas plus, on vous laisse découvrir plus en détail Euromerde et toutes ses joies en vous procurant ce petit journal...

La Marmotte enragée

Brochure 12 pages A4 téléchargeable en pdf sur le net à l'adresse suivante : http://marseille.indymedia.org/uploads/2007/09/noir.pdf

(changement de tournées) pour pallier le manque d'effectifs.

10 mars
MSA : grève des salariés à l'appel des syndicats (CFDT, CFTC, FO, UNSA) pour la revalorisation des salaires. Ils ne veulent plus « *travailler plus pour gagner moins* ».

11 mars
Avignon : des flics effectuant un contrôle routier sur la Rocade se font caillasser par sept individus. Deux d'entre eux sont ensuite arrêtés par la BAC. L'un des deux passe en comparution immédiate et prend 12 mois de prison ferme.

12 mars
Le Pontet : un détenu du Centre pénitentiaire est condamné à six mois de prison et 1600 € de dommages et intérêts pour avoir frappé le chef de détention.



14 mars
Sorgues, Eurenco : suite à l'échec des négociations salariales, grève à l'appel de CGT et FO sur les sites de Sorgues et Bergerac (Dordogne). La production est bloquée. Le 25 mars, la direction fait de nouvelles propositions : quelques avancées, principalement l'obtention de primes mais la principale revendication (l'égalité de traitement sur tous les sites de l'entreprise) n'est pas satisfaite. L'AG de Bergerac vote la reprise « *sans enthousiasme* ». A Sorgues, l'AG vote à 54 % pour la poursuite de la grève mais CGT et FO jugent ce pourcentage insuffisant et appellent à la reprise...

17 mars
Malaucène, Maison de Retraite « le Centenaire » : grève de 4 h avec piquet pour exiger des négociations sur les conditions de travail et l'amélioration du « *climat relationnel* ».

18 mars
Avignon, Education nationale (EN) : 150 personnes, enseignants et élèves de collèges et lycées vauclusiens ont manifesté pour protester contre la suppression de postes dans leurs établissements prévue pour la rentrée prochaine.

23 mars
Avignon, EN : grève des enseignants de l'école maternelle Henri-Bosco contre la non-ouverture d'une nouvelle classe.

24 mars
Avignon, EN : grève des enseignants de l'école maternelle Gandié contre la fermeture d'une nouvelle classe. L'école de La Roseraie est occupée par des parents en colère.

27 mars
Trésor public : grève contre la casse du statut et contre la fusion DGI/OGCP à l'appel de la CGT.

28 mars
Orange : une patrouille de flics intervenant pour un rodéo dans le quartier de Fourchevieilles se fait caillasser ; leur voiture est endommagée. Un mineur de 17 ans, accusé d'avoir encouragé à la rébellion contre la police est mis en examen le lundi suivant.

29 mars
Avignon : manifestation de 700 personnes pour les retraites (à l'appel de Solidaires, FSU et CGT).

30 mars

Coca-Cola : grève pour des augmentations de salaires à l'usine des Pennes-Mirabeau à l'appel de la CGT, la production est stoppée (un million de litres en moins chaque jour). Un débrayage qui concerne également des employés de plusieurs bases logistiques dont celle d'Avignon. La grève dure au moins quatre jours. Les salariés obtiennent une prime de 80 € brut par mois. Cela provoque le déclenchement de grèves dans trois autres usines du groupe en France.

1er avril

Avignon : à la Croix-des-Oiseaux, une dizaine de personnes se rassemblent et empêchent un huissier d'expulser un habitant du quartier.

4 avril

SCNF : début de la grève des conducteurs de Marseille à l'appel de plusieurs syndicats. Le trafic des TER de PACA est perturbé au moins jusqu'au lundi 7.



10 avril

Vedène, Continentale Nutrition (alimentation animale) : les salariés, à l'appel de la CGT débrayent 3 x 1 h contre les suppressions d'emplois, la chasse aux syndiqués et les conditions de travail déplorables.

17 avril

SCNF : grève d'une partie du personnel de PACA (le trafic des TER est perturbé).

23 avril

Avignon, NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne) : des ouvriers du livre CGT d'agences délocalisées des NMPP, aidés de militants de l'UD de Vaucluse (environ 60 personnes) pénètrent dans l'entreprise Districhrono en gare de marchandises de Foncouverte. Pendant plus de 8 h, ils bloquent le chargement de 13 wagons de magazines à destination des kiosques de PACA. Les ouvriers du livre luttent contre un plan de restructuration qui pourrait supprimer 350 emplois.

24 avril

Mouvement Lycéen : les lycéens enfin rentrés de vacances manifestent dans Avignon. Le lendemain c'est à Carpentras qu'une manif improvisée de 500 lycéens a lieu (lycée Fabre et Hugo).

29 avril

SNCF : Grève (CGT) des cheminots de PACA assurant la maintenance des trains. Ils dénoncent les « *graves dysfonctionnements* » à l'origine de la suppression quasi-quotidienne de TER.

Avignon, EN : manifestation d'enseignants devant l'Inspection académique contre les suppressions de postes (82,5 en Vaucluse). S'y ajoute une nouvelle manif lycéenne.

1er mai

Manifestations à Avignon (3000 personnes), Pertuis (200), Vaison (100), Bollène (150). A Avignon, une banderole précisait : « *A Paris, le travail c'est la Santé, à Marseille c'est les Baumettes !* ».

6 mai

Mouvement lycéen : la plupart des lycées du Vaucluse sont bloqués. Une manifestation de 300 lycéens parcourt Avignon. Le 13, seule une manif de 150 lycéens à Carpentras.

15 mai

Avignon, Fonction publique : Journée nationale de grève ; manifestation de 3 à 5000 personnes (dont plusieurs centaines de lycéens). Symbole : devant le Palais des papes, une large banderole « Police » (FO) domine toutes les autres…

A suivre...

centre ville sur le long terme. Il se décline autour de trois axes forts : circulation, stationnement et accessibilité ; mise en valeur du patrimoine ; tourisme et attractivité économique »[5]. Tout comme le premier secteur sauvegardé limité à la Balance en 1964, l'entière gestion de celui-ci est confiée à la société d'économie mixte CITADIS, (anciennement SEDV). En fait si ce plan n'est publié qu'en 2005 et validé en juin 2007, dès 1991 la politique urbaine s'oriente dans le sens de ce futur plan avec la mise en place d'une première OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) sur les quartiers Magnanen et Teinturiers, qui sera suivie par deux autres sur le quartier Banasterie, Carnot, et place Pie, puis sur le quartier Sainte-Marthe, Carreterie, avant la quatrième, en cours aujourd'hui, de nouveau sur le quartier Magnanen. Ces programmes, sans avoir la violence et l'implacabilité des opérations faites sur le quartier de la Balance, n'en perdent pas moins leur but. En effet des quatre OPAH menées jusqu'ici, aucune n'a mené à des expulsions généralisées, ni à la démolition de l'ensemble d'un quartier. Ces opérations permettent des restructurations ponctuelles, immeuble par immeuble, voire îlot par îlot. Elles opèrent soit par subventions offertes aux proprios (sous des conditions chaques fois très particulières) pour les inciter à aseptiser leurs immeubles, soit en utilisant un droit de préemption accordé à CITADIS sur toutes les opérations foncières, pour acquérir des lots, les restructurer, puis les remettre sur le marché. De cette manière CITADIS conserve une main mise sur l'ensemble des opérations, et peut imposer son diktat quant à l'utilisation de chaque bâtiment : type de logement, activité culturelle, commerciale, affairiste…

Même si son but n'est pas avoué, même si elle se targue de vouloir maintenir une certaine mixité sociale, il est impossible de ne pas s'apercevoir qu'à travers ces aseptisations calculées de l'ensemble des quartiers du centre ville, la bourgeoisie ne cherche pas à rendre la vie plus douce aux classes populaires. Il s'agit plutôt de les dompter, de les déposséder de la gestion de leurs propres lieux de vie, et pourquoi pas une fois réduites à l'état de décors d'un immense musée, de tirer profit de leur existence même.

Ces logiques d'aseptisation, de gentrification, et de muséification du centre ne s'appliquent pas qu'à la seule ville d'Avignon. On retrouve aujourd'hui ces même logiques dans de nombreuses villes européennes : Marseille, Lille, Bruxelles, Berlin, Barcelone… et plus largement dans l'ensemble des villes où existent encore des quartiers populaires. Les populations de ces centres, souvent qualifiées de dangereuses, subissent progressivement des mesures d'éloignement en direction des périphéries, de manière à laisser la bourgeoisie et ses bataillons d'urbanistes et d'architectes, réinvestir ces centres villes trop longtemps délaissés. Au passage, ils se donnent bonne conscience en mettant en avant leur soi-disant désir de mixité sociale, qui ne se résout au final, qu'à maintenir de façon très sporadique quelques pauvres au milieu d'un ensemble de plus en plus bourgeois, de manière à conserver cet aspect dit « cosmopolite ».

Bernardo

[1] Extrait d'un texte du Ministre de la reconstruction et du logement figurant en édito de la brochure « *La lutte contre le taudis et la rénovation de l'habitat insalubre* » éditée par le MRL, pour les autorités préfectorale et municipale, 1958.
[2] « *Portraits d'une ville, l'espace urbain* », catalogue de l'exposition, décembre 2000-mars 2001, réalisation des archives de la ville d'Avignon.
[3] « *La déclaration d'insalubrité par îlot et par immeuble est à entreprendre immédiatement. Elle permettra d'obtenir des conditions d'acquisition plus avantageuses soit à l'amiable, soit par expropriation* ». Rapport du MRL à propos du quartier la Balance, chapitre IV, « opérations pratiques », 17/06/1957.
[4] « *La ville harmonise son mobilier urbain* », *Avignon Actualité*, avril 2002, p. 3.
[5] « *Une vision globale et cohérente pour le centre ville* », *Avignon Actualité*, juin 2005, p. 8.

Bref, apportant une fabuleuse plus-value sur l'utilité de ce quartier : un musée, mélé à des logements de standing.
Quoi de plus logique pour celui-ci, déjà placé entre les deux lieux ultras touristiques de la ville (le Palais des papes et le Pont Saint-Benezet) que de se revêtir d'un caractère historique et figé ? Et à une ville remplie de musées, quoi de plus vendeur qu'une ville elle même mise à l'état de musée ?

A la fin des années 70, le pari est remporté, des dizaines d'immeubles aux prix exorbitants sont remis sur le marché, et les rupins prennent leurs aises en terrain conquis. Le quartier rassemble une multitude de boutiques de luxe, de baraques à touristes vendant poteries, tissus provençaux et sachets de lavande, d'hôtels quatre étoiles, et quelques cabinets d'assurance.
L'opération aura été longue mais hautement rentable.
C'est sur ces bases que l'enjeu suivant est apparu : la conquête de l'ensemble du centre ville.
Une bataille qui doit se jouer sur plusieurs plans, car si aujourd'hui la bourgeoisie semble lorgner de très près l'ensemble des quartiers de l'intra muros, ce n'est pas uniquement par son désir de vivre dans un milieu « authentique » et/ou « pittoresque », mais plutôt celui de vendre pleinement cette ville au tourisme. Et pour que la sauce prenne, cela nécessite plusieurs ingrédients.
La muséification est un des premiers atouts à développer, l'attrait Culturel-et-Historique doit y être de taille. Cela passe par une mise en valeur de l'architecture (des façades d'un blanc immaculé et équipées de myriade d'éclairages), par des mises en scène ou des atmosphères différentes dans chaque quartier, par le Festival et son dégueuli culturel, ou bien encore par des Circuits-de-Découverte balisés par des couleurs dans tout le centre ville, des Panneaux-d'Information-Historique pour signaler les sites et monuments remarquables, et des Distributeurs de Mini-Plans Historiques. « *Grace à ce dispositif c'est toute l'histoire de notre cité qui défilera sous nos yeux* »[4].
Mais tout ce carton pâte ne peut suffir à rameuter les foules hétéroclites de touristes attendues. Car si chaque consommateur est un individu à part entière, chaque touriste l'est aussi, et leurs attentes ne sont pas toutes les mêmes. L'aspect culturel ne fait pas tout, il faut également de l'animation et une illusion de vie quotidienne populaire. Si le fard et la mise en scène deviennent trop visibles, l'attrait sera perdu. Du coup c'est à ce niveau qu'il est utile de maintenir une certaine mixité sociale, il ne doit pas être flagrant que la ville appartient au bourgeois.
En juin 2005, un rapport de présentation pour un plan de sauvegarde et de mise en valeur de la ville d'Avignon est publié par le Ministère de la culture et de la communication et par celui de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Ce plan, qui doit s'appliquer au secteur sauvegardé délimité en 1991 (ensemble de l'intra-muros et des bords du Rhône), « *doit permettre une gestion globale et cohérente du*


La rue de la Balance à la fin des années 50.

RETOUR SUR LES EVENEMENTS DANS LES CENTRES DE RETENTION

Le 20 décembre, des sans-papiers ont entamé un mouvement de prostestations dans le Centre de Rétention Administratif (CRA, prisons où le gouvernement stocke les sans-papiers arrêté-e-s avant de les expulser) du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne). Ils sont rapidement rejoint-e-s par d'autres sans-papiers retenu-e-s, notamment à Vincennes. De là, les actions se multiplient : grèves de la faim, communiqués, incendies, refus de comptage et de regagner les cellules, manifestations.
« *Nous nous sommes fait arrêter pour certains lors de démarches au commissariat, pour d'autres lors de démarches administratives, pour beaucoup lors de rafles anti-immigrés. Nous refusons d'être traités comme des sous-hommes et appelons l'ensemble des gens qui pensent encore que nous sommes des êtres humains à dire* « stop » *à cette politique raciste* » disait l'un des retenus.
A l'extérieur aussi, ça bouge, ça s'organise, ça manifeste et ça crie la colère en soutien aux sans-papiers et pour la destruction des CRA.
Le 19 janvier, des rassemblements ont lieu devant des CRA à Paris, Angers, Toulouse, Nîmes, Lyon, etc. Des retenu-e-s crament des matelas, refusent de manger ou de regagner leurs cellules. La police ne fait pas de cadeaux. Trois personnes sont arrêtées avec des fumigènes et l'affaire est confiée au juge anti-terroriste ! [voir l'encadré ci-contre]
Le 25 janvier, le député maire de Montreuil de l'époque se rend au CRA de Vincennes pour une petite visite de courtoisie. « *Il nous a dit qu'il fallait respecter les policiers. Il nous a dit qu'ils n'étaient pas responsables et que les décisions venaient de plus haut. Les gens lui ont répondu qu'ils ne cherchaient pas à améliorer leurs conditions de rétention, ils veulent la liberté* », raconte un retenu.
Les flics font tout pour détruire le mouve-



SOUTIEN À BRUNO ET IVAN

Le 19 janvier à Fontenay-sous-bois, Ivan et Bruno sont arrêtés par une patrouille de police en rentrant dans leur voiture. Un troisième qui les rejoint, Damien, est arrêté à son tour. Accusés de « *possession de 2,5 kilos de chlorate de potasse* » et de « *clous tordus* », ils sont mis en garde-à-vue 48 heures puis mis en examen pour « *association de malfaiteurs* », « *transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif* » et « *refus de se soumettre au prélèvement des empreintes digitales, ADN et photo* ».
Les deux premiers sont incarcérés à Fresnes et Villepinte, le troisième sous contrôle judiciaire. Un texte anonyme paru peu après précise que le matériel saisi est en fait un fumigène artisanal et des crève-pneus comme il en a été fait usage ce même mois en solidarité avec les luttes de sans papiers enfermés dans le Centre de rétention de Vincennes. Début avril, le juge de Créteil est dessaisi de l'affaire au profit de l'anti-terrorisme, sous le prétexte d'une « *jonction supposée* » avec une autre arrestation à Vierzon.

Recopié dans *Cette Semaine* n°95, printemps 2008.
Pour info et soutien, écrire à : kalimeroparis(at)gmail.com, souti1culpees38(at)riseup.net ou soliinculpee21(at)riseup.net

ment : tentatives de division entre ethnies, isolement de retenu-e-s considéré-e-s comme des meneurs ou bien déplacement de ces mêmes personnes dans d'autres centres (ce qui a surtout pour effet de propager le mouvement !), expulsions, interventions des CRS pour obliger les retenu-e-s à regagner leurs cellules, bastonnades, fouilles, humiliations en tous genres.
Le 12 février, une rafle est menée dans un foyer pour travailleurs immigrés à Paris, soit disant pour arrêter les « *marchands de sommeil* ». Deux résidants sautent par la fenêtre. Les flics « *liquident* » le foyer et raflent 115 personnes. Des manifestations s'organisent immédiatement.
Le 4 avril, un sans-papiers se noie dans la Marne en essayant d'échapper à un contrôle de police. Cela entraîne de nouvelles manifestations.
A cause de la dureté des conditions de rétention, de la répression policière massive, certain-e-s retenu-e-s font des tentatives de suicide.
Mais les luttes des deux côtés des grilles ne s'arrêtent pas. Le 1er mai, une centaine de sans-papiers entame une nouvelle grève de la faim à Vincennes (parmi leurs revendications : libération de tous les retenu-e-s, arrêt de toutes les procédures juridiques et administratives, dédommagement de tous pour le préjudice subi). Le 7 mai, une manif européenne a eu lieu dans différentes villes contre les CRA et contre la nouvelle directive sur la rétention et l'expulsion présentée le 20 mai au parlement européen.
Les matraques ne parviendront pas à faire taire les cris de « *L I B E R T É* » que se renvoient manifestant-e-s et retenu-e-s. C'est une révolte qui va bien au delà des conditions de rétention, et qui ne prendra fin qu'avec la destruction des centres de rétention et des Etats qui en ont besoin.

CONTRE LES CENTRES DE RETENTION!
CONTRE L'ETAT ET SES FLICS!
SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER!

Angélique Ravache

Pour plus d'informations, se reporter à la brochure *Chronologie des derniers évènements dans les centres de rétention, 20 décembre–8 mars 2008*, disponible sur https://infokiosques.net.
Pour des infos récentes consulter https://paris.indymedia.org

DU FICHAGE POUR TOUS !



Une de nos envoyées spéciales en exil à Toulouse est intriguée, un soir à la nuit tombée, par une forte présence policière place du Capitole. Elle remarque alors sur un bord de la place un groupe de jeunes tous-tes de noir vêtu-e-s. À un autre endroit, une centaine de personne (peut-être, peut être plus) manifestent au cri de « *des papiers pour tous* ! ». Sensible aux efforts de l'Etat pour ficher tout le monde, notament par le biais de l'institution de la Carte Nationale d'Identité et des registres de l'état civil depuis 500 ans, elle s'eloigne, déçue, en ruminant « *des papiers pour tous, ou du fichage pour tous* ! ». Son ultime espoir s'évapore lorsqu'elle réalise en se rapprochant que le groupuscule de jeunes gens en noir étaient en train de finir leur junk food de chez Mac Do avant de se rendre au multiplex, ou en boîte. « *Monde de merde, je veux mourir* », pensa-t-elle alors.
(Heureusement, elle avait dans sa poche un exemplaire d'*Incendo*, elle put se détendre autour d'une bière en relisant l'Horoscope de la lutte des classes avec quelques ami-e-s. Elle ne vécut pas heureuse, et n'eut pas d'enfants, l'un n'ayant rien à voir avec l'autre).

Gladice Kalpel

A partir de 1952, les opérations de relogement s'enchaînèrent, épurant progressivement l'ensemble du quartier. D'abord par des opérations plus ou moins ponctuelles et isolées, puis en 1960 grâce à la déclaration d'utilité publique (DUP), celles-ci ce coordonnèrent pour ne devenir qu'un seul projet global. Toutes les opérations spéculatives, de gestions des travaux, et de relogement seront confiées à une société spécialement créée pour l'occasion : la SEDV (société d'équipement du département de Vaucluse) future CITADIS.
Les premières séries d'expulsions et la garantie de bientôt avoir la main mise sur l'ensemble du quartier, offrirent à la bourgeoisie un nouveau terrain de querelle quant à l'avenir de la Balance. De multiples architectes et urbanistes (F. Pouillon, G. Mélicourt…), se donnèrent à coeur joie d'apporter chacun leurs projets stériles et globalisateurs. Mais rapidement des « spéculateurs humanistes » montent au créneau. Faut-il rénover ou restaurer? Outre le fait que ce quartier doit être reconstruit avec « *des normes nettement supérieures aux HLM* »*, il doit également « *garder une note pittoresque et éviter une certaine rigidité d'aspect* »**, et quoi de plus pittoresque que d'avoir l'impression d'habiter un authentique quartier médiéval avec en sus, tout le confort et le luxe qu'il est possible d'avoir ? C'est sur cette base que l'idée d'un secteur sauvegardé émerge, avec en figure de proue André Malraux, alors Ministre d'état chargé des affaires culturelles. Sous prétexte de préserver le patrimoine de l'humanité, il instaure un plan de sauvegarde assurant la muséification de l'ensemble du quartier, en établissant un subtil compromis entre rénovation et restauration. Soit en obligeant la conservation de la quasi totalité des façades, la courbure des toitures, le pavage des rues, les menuiseries, de manière à conserver un *aspect* mais en gardant une place pour la modernité….

LA POPULATION GITANE, qualifiée « *d'indésirable* » par la bourgeoisie et ses sbires, a subi un acharnement particulièrement intense dans la politique d'aseptisation puis de relogement concentrationnaire sur Avignon.
Dès 1942, plusieurs mesures d'éloignement sont envisagées par la préfecture et la municipalité. La première solution adoptée fut de disperser un maximum de familles en les assignant dans plusieurs logements vides et délabrés de l'ensemble du département (Althen les Paluds, Beaume de Venise, Bédarrides, Crillon le Brave, Cordes, Mornas, Oppèdes et Viens). En 1950, dans des échanges de courriers entre le préfet et le maire d'Avignon, ceux-ci envisagent de parquer cette population dérangeante pour le tourisme naissant, dans l'ancien camp de travail de Sorgues, récemment déserté des ses exploités indochinois. Aucun document n'indique les suites de ce projet, peut-être que ces bureaucrates n'eurent finalement pas le « courage » d'utiliser ces camps évoquants des pratiques pas si lointaines. Il faut attendre 1961 pour qu'un plan permette à la bourgeoisie de se débarrasser radicalement de tous les gitans vivant dans le centre ville. Un architecte proche de Le Corbusier, George Candillis, qui a notamment sévi à Bagnols/Cèze pour le compte du CEA, établit les plans de la Cité du Soleil : 3 arènes de 17 logements alignés en cercle. De cette manière chaque logement avait un vis-à-vis sur l'ensemble des 16 autres, pour permettre de conserver cet « *esprit communautaire, propre au gitans* ». Fine analyse pour quelqu'un qui ne se déplaça jamais sur Avignon. La Cité du Soleil construite en moins d'un an, en extrême périphérie après Clarofond vers les bords la Durance, fut livrée en janvier 1964. Immédiatement, les habitantEs se plaignent d'innombrables défauts de constructions (aération, isolation, humidité…), et rapidement les bâtiments se délabrent et deviennent insalubres à cause de la fragilité des matériaux. La Cité du Soleil ne durera que 10 ans, elle sera détruite en 1974. Les familles seront relogées en partie à Clarofond, puis sur l'emplacement de la Cité du Soleil, sur des « *terrains à promotion familiale* » : terrains vagues équipés d'eau et d'électricité. Peu importent leur conditions de vie et leur sentiment d'exclusion du centre ville, les bourgeoiEs n'en n'ont plus rien à foutre maintenant installéEs dans leur Balance 4 étoiles.

ruelles étroites et tortueuses [2].
Progressivement, la bourgeoisie fuit ce quartier de moins en moins entretenu et laisse la place à des familles de commerçants et d'artisans bien plus modestes. Avec l'industrialisation à la fin du XIX[e] siècle, son besoin criant de main d'oeuvre et la concentration des moyens de productions, ce quartier a certainement du accueillir une large part de la population ouvrière. C'est également à ce moment là que les premières familles gitanes s'installèrent, tout d'abord dans une maison que leur attribua la mairie, rue de la Balance, puis petit à petit dans nombre d'autres maisons inoccupées aux alentours (voir encadré). Bien plus tard, dans les années 50 ce sera au tour des immigrés espagnols, fuyant le régime de Franco, de s'installer dans ce quartier. Puis avec la fin de la guerre d'Algérie, la population se complètera d'immigrés algériens.



Le Corbusier devant la maquette de l'un de ses ensembles concentrationnaires.

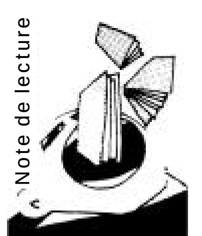
Si la transformation de ce quartier ne démarre réellement qu'au début des années 50, dès 1921 un plan d'assainissement et d'embellissement est lancé. Il donne lieu à des enquêtes d'hygiène : en 1938 une liste regroupant plus d'une centaine de logements à déclarer insalubre est rédigée, ces logements seront rachetés par la mairie au prix du terrain, avant de pouvoir enfin être démolis. Jusqu'en 1939 une dizaine de démolitions sera réalisée, puis le projet stoppé par le début de la guerre et la redéfinition des priorités de l'état. Ce n'est qu'en 1952 que le projet reprend, de nouvelles enquêtes de salubrité sont faites par le bureau d'hygiène de la municipalité. L'objectif est de poser un maximum de déclarations d'insalubrité sur les immeubles afin de pousser les propriétaires à se défaire de leur biens au moindre coût. Pour les plus récalcitrants, des déclarations de péril seront faites pour ensuite procéder à leur expropriation [3]. Il est à noter que dans ce quartier la quasi totalité des habitants y étaient locataires, logés gratuitement (impossibilité de faire payer des loyers avec des déclarations d'insalubrités et/ou de périls), voire occupants sans droits ni titres, comme la majeur partie de sa population gitane, et bien plus tard quelques familles d'immigrés algériens. Seule une infime partie de propriétaires y résidait. Les habitants étaient donc de fait mis à l'écart de toutes négociations, les seules qui eurent lieu se déroulant entre propriétaire et institutions. En 1952 en reprenant quasiment la même liste qu'en 1938, c'est 121 logements qui furent déclarés insalubres. Le premier îlot vidé fut celui situé entre la rue de la Balance et la rue des Grottes, un enchevêtrement de constructions biscornues mêlé à un lacis de ruelles sombres. L'îlot entier fut rasé laissant à la place un immense terrain vague durant plus d'une dizaine d'années. Les habitants furent déplacés sans ménagement, en extrême périphérie de la ville, vers les logements d'urgences des Sources, de La Reine-Jeanne et de Clarofond. En mettant en exergue la « modernité » de ces nouveaux ensembles résidentiels (des sanitaires dans chaque apartement, une pièce pour la cuisine , salubrité…), en comparaison de la vétusté des logements du quartier de la Balance, ces relogements furent présentés comme une véritable promotion sociale. Un baume qui tenta de faire oublier l'amertume qu'a pu ressentir cette classe populaire évincée de son lieu de vie, de ces liens sociaux, et parquée dans des ensembles concentrationnaires.

CONCERT DE SOUTIEN À UN « BON » SANS-PAPIERS



Le 21 mars, pleins de bonnes volontés, deux envoyé-e-s spéciales-ciaux d'*Incendo* sont allé-e-s à Sarrians au concert de soutien à Youness, un sans-papiers menacé d'expulsion depuis dix mois. Et bien illes ont été déçu-e-s… L'affiche à l'entrée aurait dû leur mettre la puce à l'oreille : « *Ce soir soyons solidaires et exemplaires* ». Cette mise en garde se référait au fait que les organisateurices ne désiraient pas que les gens fument ou consomment de l'alcool dans la salle des fêtes. Mais cet avertissement a pris plus de sens une fois rentré-e-s dans la salle. Sur les murs encadrant une foule morne, pullulaient des affiches expliquant que Youness est un sans-papiers « exemplaire », qu'il a une promesse d'embauche et que lui et sa choubidoute ne désirent qu'une seule chose : être heureux ensemble pour toujours. Etre heureux, c'est tout le bien que je leur souhaite. Je comprends qu'il faille à des moments montrer ce que les gens attendent de toi pour avoir ce que tu veux. Il y a malheureusement plus de chance d'empêcher une expulsion en montrant l'image que la société attend de toi. Tout le monde le fait dans certaines situations que ce soit devant un-e proprio, un-e juge, un-e conseiller-e ANPE ou un-e prof (liste non-exhaustive). Mais c'est peut-être pas la peine d'en faire des caisses. Dans cette salle, il n'y a que des gens qui veulent que Youness reste en France (hormis quelques flics qui ont bien dû passer voir ce qui se passait), faut-il encore afficher cette façade de « gentil sans papiers méritant » pour faire pleurer Margot ou Jamila ? Les personnes venues assister à ce concert se mettraient-elles à arrêter de soutenir Youness s'il renonçait à l'idée de créer une famille ? Que Youness privilégie cette défense devant la cour peut s'entendre. Mais que des associations de soutien ne donnent que ce type d'argument ne fait qu'accentuer l'écart entre les sans-papier-e-s « intégré-e-s » et les autres. Faire ça renforce l'idée que d'être sur le territoire français serait un droit qui se mériterait. Personne ne mérite plus d'être en France qu'un-e autre.
Libre circulation pour tout le monde et sans condition ! Travailleur-euse ou non ! En couple hétéronormé ou non ! Souriant-e ou pas ! Des papiers pour tout-e-s et vite ! Ou mieux : plus de papiers pour personne, et maintenant.

M[r] Hyde



SANS-PAPIERS : S'ORGANISER CONTRE L'EXPULSION, QUE FAIRE EN CAS D'ARRESTATION ?

C'est un manuel extrêmement pratique, vu qu'il recense, à partir d'expériences de lutte, toutes les étapes d'une expulsion, depuis l'arrestation jusqu'à l'aéroport. Il est assez difficile de faire un résumé des textes de cette brochure, car elle fourmille d'extraits de lois. En plus, chaque étape a son importance et surtout, ses failles. L'expulsion doit *en théorie* suivre une procédure assez complexe que les flics ne connaissent pas forcément. Des erreurs de leur part peuvent entraîner la libération du sans-papiers. Toutefois, c'est encore *en théorie* car les textes sont souvent très ambigus (ce serait trop beau, tiens), et un rapport de force peut se révéler plus efficace… (par exemple, un rassemblement dans la rue pour empêcher une rafle, ou à l'aéroport pour empêcher l'expulsion).

En gros, il y a deux axes de défense pour un sans-papiers :

Ne pas donner son identité : au delà de la garde à vue, la personne arrêtée est conduite en centre de rétention pour un délai maximum de 32 jours. Les centres de rétention les plus proches se trouvent à Nîmes et à Marseille. Le sans-papiers est alors présenté devant différents consulats susceptibles de le reconnaître. Si c'est le cas, la procédure suit son cours. Sinon, il est libéré à l'expiration du délai.

Donner son identité : par exemple, si la personne arrêtée a entamé des démarches pour se faire régulariser. Elle va également en centre de rétention, et son dossier est étudié par la justice qui décide de son expulsion. Dans ce cas, la défense s'oriente plutôt sur les vices de procédure, ou vers un rapport de force.

La brochure donne aussi un certain nombre de conseils, comme NE JAMAIS AVOIR SUR SOI NI CHEZ SOI SA PIÈCE D'IDENTITÉ. Ça complique toujours le travail des flics, ce qui peut permettre d'obtenir des délais pour s'organiser.

Un autre aspect appréciable de cette brochure, c'est que les auteurs ne se sont pas embourbés dans la distinction entre « bons sans papiers » et « parasites ». Il est frappant de voir que certains collectifs et associations de soutien font leur campagne en axant la défense, au cas par cas, sur le fait que tel ou telle a « un travail », est « bien intégré-e »… Ce genre d'arguments renforce l'idée d'une immigration choisie et fait le jeu de la politique du « diviser pour mieux régner ». La procédure d'expulsion n'est pas très différente pour tous les sans-papiers, qu'ils travaillent ou non. Il est souvent question des droits des *travailleurs* sans-papiers. Et de fait, vu leur statut, le Code du travail s'applique pour eux *en théorie*. Si le silence sur tous les autres est déjà gênant, définir les sans-papiers par le travail revient à reconnaître la position de l'Etat et du patronat. Car l'expulsion ou la régularisation dépend davantage des besoins en matière de main d'œuvre que d'un dossier valorisant.

Malheureusement, cette brochure sera sûrement obsolète prochainement : une nouvelle loi doit être débattue cette année, et qui aura notament pour conséquence d'allonger la durée légale de rétention de 32 jours à plusieurs mois. Il est probable qu'une version actualisée de la brochure sera disponible sur le site.

Brochure 48 pages, disponible sur http://sanspapiers.winterhost.org ***contact :anticra(at)laposte.net***

PAUVRES OU TOURISTES ?

La Balance penche du côté du Capital

*« *La population du quartier comprend 850 familles et au total 2415 personnes dont les ressources sont généralement faibles. Il existe dans ce quartier un pourcentage non négligeable d'éléments a-sociaux.* […] *En raison de sa situation à proximité du centre, ce quartier, une fois débarrassé de ses éléments a-sociaux, peut devenir le meilleur d'Avignon. De ce fait il est extrêmement souhaitable que les logements reconstruits aient des normes nettement supérieures aux HLM* ».

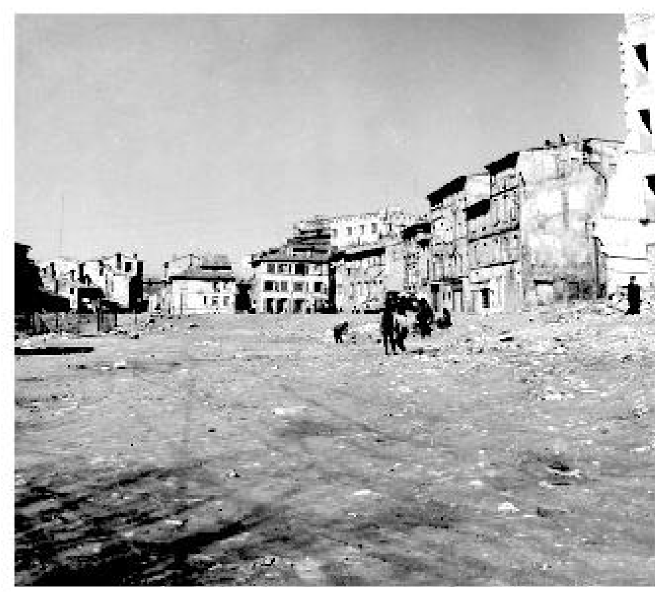
Rapport du Ministère de la reconstruction et du logement (MRL) à propos du quartier « la Balance », chapitre III, données démographique, 17/06/1957.

**« *A côté de véritables taudis et de maisons sans aucun intérêt, il existe dans ce quartier un nombre encore important d'immeubles ou d'éléments anciens qu'il est indispensable de conserver, dans le but de donner au nouveau quartier une note pittoresque et d'éviter une certaine rigidité d'aspect* »

Extrait du courrier de Jean SONIER, architecte en chef des monuments historiques, au directeur des services départemental du MRL, 24/07/1972.

Dans les années 50, au réveil de la Seconde Guerre mondiale alors que la crise du logement fait rage, les politiciens font mine de découvrir l'ampleur des habitats insalubres. Les rapports d'hygiène faisant état de conditions de vie déplorables pleuvent. On parle de taudis, de zones, de ghettos. En parallèle, les mairies, les flics, les préfectures sont assaillis de plaintes et revendications émanant des familles de rupins qui n'en peuvent plus de vivre au voisinage d'une telle populace. Les hautes sphères sont unanimes, il faut agir et vite. « *La réalité dépasse l'imagination. Il n'est pas d'épithète pour qualifier ce spectacle indigne de nos villes et de notre civilisation.* […] *Il s'agit bien là d'une entreprise de salut public qui est à mettre à l'actif de la France* »[1]. C'est dans ce contexte qu'à Avignon, dès 1952, va s'engager une restructuration radicale du quartier la Balance. Cela durera près de 30 ans, jusqu'au milieu des années 70.

Sans remonter aux origines de la ville, durant toute la période de joug de la papauté, au XIV[e] siècle, lorsqu'Avignon est la capitale européenne de la chrétienté, le quartier la Balance est un important quartier bourgeois, composé de riches artisans, d'ecclésiastiques et de négociants. L'une des plus grandes rues de la ville à cette époque est d'ailleurs la rue de la Balance. Ce n'est que bien plus tard au XIX[e] siècle lors de la percée des grandes artères, larges et rectilignes (République, Thiers, Guillaume Puy et l'élargissement des rue Carnot-Carreterie), que la Balance deviendra un des quartiers les plus sombres, avec encore énormément de


Le terrain vague entre la rue de la Balance et la rue des Grottes dans les années 60.